

Publications périodiques

Comptes annuels

ABC INTERNATIONAL BANK PLC

Société de droit anglais au capital de 300 000 000 de GBP
Siège social : 1-5, Moorgate EC2R 6AB LONDON (Royaume-Uni)

Documents comptables annuels**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AUX MEMBRES D'ABC INTERNATIONAL BANK PLC****Opinion**

Nous avons audité les états financiers d'ABC International Bank Plc (la « Société ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 qui comprennent le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de la situation financière, l'état des variations des capitaux propres et les notes 1 à 40 y afférentes (à l'exception de la note 27 qui est marquée comme non audité¹), notamment un résumé des principales méthodes comptables. Le référentiel comptable appliqué pour leur établissement est le droit applicable et les pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni, notamment la norme d'information financière 101 « Cadre de communication réduite » (*Reduced Disclosure Framework*).

Selon nous, les états financiers :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018 et de son résultat pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été dûment établis conformément aux pratiques comptables généralement reconnues au Royaume-Uni ; et
- ont été établis conformément aux exigences de la loi de 2006 sur les sociétés.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (Royaume-Uni) (Normes ISA (Royaume-Uni)) et la législation en vigueur. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport ci-dessous consacrée aux responsabilités du commissaire aux comptes en matière d'audit des états financiers. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux exigences déontologiques pertinentes pour notre audit des états financiers au Royaume-Uni, notamment la norme déontologique du FRC appliquée aux entités d'intérêt public, et nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Nous n'avons pas d'observation à formuler à l'égard des questions suivantes pour lesquelles les Normes ISA (Royaume-Uni) nous obligent à vous faire rapport lorsque :

- l'utilisation par les administrateurs de la base comptable de continuité de l'exploitation lors de l'établissement des états financiers n'est pas appropriée ; ou
- les administrateurs n'ont divulgué dans les états financiers aucune incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la Société à continuer d'adopter le principe comptable de continuité de l'exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle les états financiers sont autorisés à la publication.

Présentation de notre approche d'audit

Principaux points d'audit	<ul style="list-style-type: none"> • Provisions pour dépréciation des prêts et avances et expositions hors bilan pertinentes • Comptabilisation inappropriée des produits des honoraires et des commissions
Importance relative	<ul style="list-style-type: none"> • Importance relative globale de 1,463 M£, soit 5 % du résultat avant impôt

Principaux points d'audit

Les principaux points d'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans notre audit des états financiers de la période courante et qui comprennent les risques évalués comme les plus importants d'anomalies significatives (provenant ou non de fraudes) que nous avons identifiés. Ces questions comprenaient celles qui ont eu le plus d'effet sur : la stratégie générale d'audit, l'allocation des ressources dans l'audit et la direction des efforts de l'équipe affectée à la mission. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble, et dans notre opinion à ce sujet, et nous n'exprimons pas d'opinion distincte sur ces questions.

Risque	Notre réponse au risque	Principales observations communiquées au Comité d'Audit
Provisions pour dépréciation des prêts et avances et expositions hors bilan pertinentes Le 1 ^{er} janvier 2018, une nouvelle norme comptable pour les instruments financiers (IFRS 9) est entrée en vigueur, qui introduit une dépréciation basée sur les pertes de crédit attendues (PCA), plutôt que sur le modèle des pertes avérées précédemment appliqué sous IAS 39. Au 31 décembre 2018, la Société a comptabilisé un total de prêts bruts de 3,3 milliards £ avec 22 millions £ de provisions pour pertes de crédit attendues. L'exposition de crédit hors bilan s'est élevée à 2,1 milliards £, avec des provisions pour pertes de crédit attendues de 6,5 millions £. Se reporter à la méthode comptable 1.5.11 (page 49) ; et aux notes 11, 12, 28 et 33 des états financiers. Le processus d'estimation des pertes de valeur conformément à l'IFRS 9 est important et complexe. En ce qui concerne les provisions pour pertes de crédit attendues, l'adoption de l'IFRS 9 a fondamentalement changé la comptabilisation des provisions pour pertes de crédit de la Banque en remplaçant l'approche de la perte avérée de l'IAS 39 par une approche prospective des pertes de crédit attendues (PCA). Compte tenu de la nature subjective du calcul des PCA, du niveau d'estimation concerné et de la taille du portefeuille de prêts, le risque d'anomalies significatives dans ces soldes est plus important. Le risque a augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison de l'adoption de la norme IFRS 9.	Notre approche s'est concentrée sur : <ul style="list-style-type: none"> ➤ La confirmation de notre compréhension du processus de provisionnement des créances ; ➤ Les tests de la conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles clés dans le cadre du processus de provisionnement des créances ; ➤ Les tests de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées par la Société dans le modèle des pertes de crédit attendues ; ➤ Les examens de dossiers de crédit sur un échantillon de prêts afin de déterminer le caractère raisonnable de l'allocation échelonnée et chercher à identifier toute augmentation significative du risque de crédit ou des indicateurs de perte de valeur non identifiés par la Société ; ➤ Pour les actifs significatifs de l'étape 3, les tests de la dépréciation individuelle et des éléments probants étayant les hypothèses retenues par la Société ; ➤ L'implication de nos spécialistes internes du risque pour nous aider à évaluer le modèle de PCA utilisé. Cela comprenait l'évaluation du caractère approprié de la conception du modèle, l'évaluation de la méthodologie du modèle au regard des exigences de la norme IFRS 9, l'analyse de la manière dont le modèle est mis en œuvre et la gouvernance du modèle. ➤ L'examen des comptes dépréciés selon la direction, les comptes devant faire l'objet d'une surveillance étroite et la documentation connexe afin d'évaluer la pertinence et l'adéquation des provisions pour dépréciation et des surcoûts de gestion, en se concentrant sur les domaines impliquant une part importante d'estimations ; et ➤ La mise en œuvre de procédures visant à confirmer que l'impact potentiel sur la situation en fin d'exercice des événements survenus après la clôture a été pris en compte. 	En conséquence des procédures mises en œuvre, nous estimons que les jugements de la direction sont raisonnables et qu'il n'y a pas d'éléments démontrant des anomalies significatives dans la provision pour pertes de crédit attendues.

<p>Comptabilisation inappropriée des produits des honoraires et des commissions</p> <p>Produits des honoraires et commissions (2018 : 46,6 M€, 2017 : 40,0 millions de livres)</p> <p>Voir la méthode comptable 1.5.14.2 (page 52) ; et la note 4 aux états financiers.</p> <p>La rémunération liée à la performance de l'entité peut inciter la direction à manipuler les résultats.</p> <p>Le moment où la direction doit comptabiliser les produits relatifs aux honoraires et commissions peut exiger plus de jugement par rapport aux autres sources de revenus. Ces flux de produits sont également moins prévisibles par nature que d'autres flux de produits tels que les produits d'intérêt et les processus sont plus manuels ; par conséquent, ces soldes présentent un risque plus élevé d'anomalies significatives.</p> <p>Le risque n'a ni augmenté ni diminué au cours de l'exercice par rapport à l'exercice précédent.</p>	<p>Notre approche s'est concentrée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La confirmation de notre compréhension des produits des honoraires et commissions ; ➤ Les tests de la conception et de l'efficacité du fonctionnement de certains contrôles clés relatifs au processus de comptabilisation des produits tirés des honoraires et commissions ; ➤ La vérification pour un échantillon d'honoraires et de commissions qu'ils ont été calculés conformément aux contrats sous-jacents, vérifier le service fourni pour ces honoraires ou commissions et la détermination de si ces derniers ont été comptabilisés ou reportés de manière appropriée ; ➤ La réalisation de tests pour s'assurer que les produits sont comptabilisés dans la bonne période en testant un échantillon de produits d'honoraires et de commissions reçus après la fin de l'exercice ; et ➤ La vérification par rapport aux éléments probants des écritures comptables qui présentent des caractéristiques qui, à notre avis, pourraient indiquer des ajustements inhabituels ou inappropriés pour s'assurer que le risque de contournement par la direction a été correctement pris en compte. 	<p>À la suite des procédures mises en œuvre, nous n'avons pas relevé d'éléments probants démontrant une anomalie significative dans la comptabilisation des produits des honoraires et commissions.</p>
--	--	---

Présentation du périmètre de notre audit

Adaptation du périmètre

Notre évaluation du risque d'audit, notre évaluation de l'importance relative et notre allocation de l'importance relative de la performance déterminent notre périmètre d'audit pour la Société. Cela nous permet de formuler une opinion sur les états financiers. Nous prenons en compte la taille, le profil de risque, l'organisation de la Société et l'efficacité des contrôles, y compris les contrôles et les modifications de l'environnement économique lors de l'évaluation du niveau des travaux à effectuer. Tous les travaux d'audit ont été réalisés par l'équipe chargée de la mission d'audit, à l'exception des travaux d'audit spécifiques sur les systèmes informatiques et le modèle des pertes de crédit attendues, gérés de manière centralisée par Arab Banking Corporation B.S.C., qui ont été réalisés par EY Bahreïn selon nos instructions et sous notre supervision.

Notre application de l'importance relative

Nous appliquons le concept d'importance relative dans la planification et la réalisation de l'audit, dans l'évaluation de l'incidence des anomalies relevées sur l'audit et dans la formulation de notre opinion d'audit.

Importance relative

L'ampleur d'une omission ou d'une anomalie qui, prise individuellement ou en cumulé, pourrait raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs des états financiers. L'importance relative fournit une base pour déterminer la nature et l'étendue de nos procédures d'audit.

Nous avons déterminé que le seuil d'importance relative pour la Société était de 1,463 m€ (2017 : 1,175 m€), soit 5 % (2017 : 5 %) du résultat avant impôt. Nous considérons le résultat avant impôt comme une base appropriée pour l'importance relative dans la mesure où il constitue une considération clé pour les utilisateurs des états financiers de la Société lorsqu'ils évaluent la performance financière de la Société. Il est également lié aux principales mesures des bénéfices utilisées par l'actionnaire de la Société et utilisé pour déterminer les primes destinées à la direction. Le montant du seuil d'importance relative nous a servi de base pour déterminer la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'évaluation des risques, pour identifier et évaluer le risque d'anomalies significatives et pour déterminer la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit. Notre évaluation de la matérialité requiert un jugement professionnel et prend nécessairement en compte des considérations qualitatives ainsi que quantitatives implicites dans la définition.

Importance relative dans l'exécution des travaux

L'application du principe d'importance relative au niveau d'un compte ou d'un solde individuel. Il est fixé à un montant permettant de réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que le cumul des anomalies non corrigées et non détectées excède le seuil d'importance relative.

Sur la base de nos évaluations des risques, et de notre évaluation de l'environnement de contrôle global de la Société, nous avons estimé que le seuil d'importance relative dans l'exécution des travaux était de 50 % (2017 : 50 %) de notre seuil d'importance relative de planification, soit 731 k€ (2017 : 588 k€). Nous avons fixé le seuil d'importance relative dans l'exécution des travaux à ce pourcentage en raison de notre expérience passée avec la Société, qui comprend des retraitements présentés dans les états financiers de l'exercice précédent.

Seuil de déclaration

Montant en deçà duquel les anomalies relevées sont considérées comme manifestation insignifiantes.

Nous avons signalé au Comité d'audit toutes les différences d'audit non corrigées supérieures à 73 k€ (2017 : 59 k€), niveau fixé à 5 % de l'importance relative de la planification, ainsi que les différences inférieures à ce seuil qui, selon nous, justifiaient leur déclaration pour des raisons qualitatives.

Nous avons évalué toute anomalie non corrigée à la fois par rapport aux mesures quantitatives de l'importance relative évoquées ci-dessus et à la lumière d'autres considérations qualitatives pertinentes pour forger notre opinion.

Nous avons également rapporté au Comité d'audit toutes les différences d'audit corrigées excédant notre seuil d'importance relative dans l'exécution des travaux.

Autres informations

Les autres informations comprennent les informations figurant dans le rapport annuel aux pages 1 à 31, autres que les états financiers et notre rapport d'audit sur ces derniers. Les administrateurs sont responsables des autres informations.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, nous n'exprimons aucune forme de conclusion d'assurance à ce sujet.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, d'examiner si les autres informations sont significativement incompatibles avec les états financiers ou les connaissances que nous avons acquises au cours de l'audit ou semblent être significativement inexacts. Si nous identifions de telles incohérences ou anomalies significatives apparentes, nous sommes tenus de déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou une anomalie significative dans les autres informations. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Avis sur d'autres questions prescrites par la loi de 2006 sur les sociétés

Selon nous, sur la base des travaux effectués au cours de l'audit :

- les informations données dans le rapport stratégique et le rapport de gestion de l'exercice pour lequel les états financiers sont établis sont cohérentes avec ces états financiers ; et
- le rapport stratégique et les rapports de gestion ont été préparés conformément aux exigences légales en vigueur.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus exceptionnellement de faire un rapport

À la lumière des connaissances et de la compréhension de la Société et de son environnement acquises au cours de l'audit, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le rapport stratégique ou le rapport des administrateurs.

Nous n'avons pas d'observation à formuler à l'égard des questions suivantes pour lesquelles la loi de 2006 sur les sociétés exige que nous vous rendions compte si, à notre avis :

- des livres comptables adéquats n'ont pas été tenus, ou si nous n'avons pas reçu des succursales dans lesquelles nous ne nous sommes pas rendus des réponses adéquates ; ou
- les états financiers à auditer ne sont pas en accord avec la comptabilité et les réponses reçues ; ou
- certaines informations concernant la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas fournies ; ou
- nous n'avons pas reçu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour notre audit

Responsabilités des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans la déclaration de responsabilité des administrateurs présentée à la page 32, les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers et doivent s'assurer qu'ils donnent une image fidèle et sincère, ainsi que du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, les administrateurs sont responsables d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'utiliser le principe comptable de la continuité de l'exploitation, à moins que la direction n'ait l'intention de liquider la Société ou de cesser ses activités, ou n'ait pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités du commissaire aux comptes en matière d'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit qui inclut notre opinion. Une assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA (Royaume-Uni) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Explication quant à la mesure dans laquelle l'audit a été jugé capable de détecter des irrégularités, y compris la fraude

En ce qui concerne la fraude, les objectifs de notre audit sont : d'identifier et d'évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers provenant de fraudes ; de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les risques évalués d'anomalies significatives provenant de fraudes, en concevant et en mettant en œuvre des réponses appropriées ; et de répondre de manière appropriée aux fraudes ou fraudes suspectées identifiées au cours de l'audit. Toutefois, la responsabilité première de la prévention et de la détection des fraudes incombe à la fois aux personnes chargées de la gouvernance de l'entreprise au sein de l'entité et à la direction.

Notre approche était la suivante :

- Nous avons pris connaissance des cadres juridiques et réglementaires applicables à la Société et déterminé que les plus importants sont les dispositions de la loi de 2006 sur les sociétés, de la loi Financial Services and Markets Act 2000 (FSMA), de la loi Financial Services Act 2012 et des autres règlements pertinents de la Financial Conduct Authority (« FCA ») et de la Prudential Regulation Authority (« PRA »).
- Nous avons compris comment la Société se conforme à ces cadres juridiques et réglementaires en nous renseignant auprès de la direction, de l'audit interne et des responsables des questions juridiques et de conformité. Nous avons également examiné la correspondance entre la Société et les organes de réglementation du Royaume-Uni, examiné les procès-verbaux du Conseil et du Comité d'audit ; et nous avons interrogé la direction pour savoir si elle avait connaissance d'une non-conformité avec les lois et réglementations.
- Nous avons évalué la possibilité que les états financiers de la Société comportent des anomalies significatives, y compris la façon dont une fraude pourrait être commise, en prenant connaissance de l'évaluation par la Société de la sensibilité de l'activité à la fraude et en prenant en considération les contrôles que la Société a mis en place pour répondre aux risques identifiés par l'entité, ou qui visent par ailleurs à prévenir, décourager ou détecter la fraude. Nous avons également pris en compte les objectifs et les incitations à la performance et leur capacité à influencer la direction pour gérer les bénéfices.
- Sur la base de cette connaissance, nous avons conçu nos procédures d'audit afin d'identifier le non-respect de ces lois et réglementations identifiées dans les paragraphes ci-dessus. Nos procédures ont inclus des demandes d'informations auprès de la direction générale, de l'audit interne et des responsables des questions juridiques et de conformité, ainsi que des tests ciblés, comme mentionné dans la section des points clés de l'audit ci-dessus.
- La Société exerce ses activités dans le secteur bancaire, qui est un environnement très réglementé. À ce titre, le commissaire aux comptes a examiné l'expérience et l'expertise de l'équipe affectée à la mission afin de s'assurer que l'équipe possédait les compétences et les aptitudes appropriées, notamment le recours à des experts le cas échéant.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers est disponible sur le site du Financial Reporting Council à l'adresse <https://www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities>. Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

Autres questions que nous sommes tenus de traiter

- Nous avons été nommés pour la première fois en qualité de commissaires aux comptes par la Société afin d'auditer les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1991 et avons procédé à la vérification de tous les exercices ultérieurs. La période d'engagement ininterrompu total incluant les renouvellements et renouvellements précédents est de 28 ans, couvrant les exercices clos du 31 décembre 1991 au 31 décembre 2018.
- Les services autres que d'audit interdits par la norme d'éthique du FRC n'ont pas été fournis à la Société et nous restons indépendants de la Société dans la conduite de l'audit.
- L'opinion d'audit est cohérente avec le rapport complémentaire au Comité d'audit.

Utilisation de notre rapport

Le présent rapport s'adresse exclusivement aux membres de la Société, pris dans leur ensemble, conformément au chapitre 3 de la partie 16 de la loi de 2006 sur les sociétés. Notre travail d'audit a été effectué de manière à ce que nous puissions porter à la connaissance des membres de la Société les informations que nous sommes tenus de leur communiquer dans un rapport de commissaire aux comptes, et à aucune autre fin. Dans toute la mesure permise par la loi, nous n'acceptons ni n'assumons de responsabilité envers aucune autre personne que la Société et ses actionnaires en tant qu'entité, pour notre travail d'audit, pour ce rapport ou pour les opinions que nous avons formulées.

(signature)

Manprit Dosanjh (Commissaire aux comptes titulaire)
 Au nom et pour le compte de Ernst & Young LLP, Commissaire aux Comptes
 Londres
 11 Mars 2019

Remarques :

1. La maintenance et l'intégrité du site internet d'ABC International Bank plc sont de la responsabilité des administrateurs ; les travaux menés par le commissaire aux comptes n'impliquent pas l'examen de ces questions et, par conséquent, le commissaire aux comptes décline toute responsabilité en cas de changement survenu dans les états financiers depuis leur mise en ligne initiale.

2. La législation du Royaume-Uni régissant l'établissement et la diffusion des états financiers peut différer de la législation d'autres pays.

COMPTE DE RÉSULTAT
Exercice clos le 31 décembre 2018

	Notes	2018 milliers £	2017 milliers £
Intérêts et produits assimilés**	3	91 563	64 550
Intérêts et charges assimilées	3	-47 070	-33 659
Intérêts nets et produits assimilés		44 493	30 891
Produits des honoraires et commissions	4	46 553	39 953
Charges des honoraires et commissions	4	-9 455	-7 712
Produit net des activités de marché	35	11	54
Résultat net des autres instruments financiers à la JVR*/**	4	2 571	4 844
Autres produits / (charges) d'exploitation**	5	-392	2 082
		39 288	39 222
Total des produits d'exploitation		83 781	70 113
Frais généraux et administratifs	6	-53 888	-46 986
Gain/(perte) sur dépréciation	7	-638	379
		-54 526	-46 607
Résultat avant impôt		29 255	23 506
Impôt	9	-6 170	-4 985
Résultat de l'exercice - part du groupe		23 085	18 521

Les notes des pages 43 à 83 font partie intégrante des états financiers.

* JVCr = Juste valeur par le biais du compte de résultat (voir note 1.3.1)

** Les données comparatives des exercices précédents ont été retraitées pour refléter la présentation de l'exercice courant (voir la note 1.2)

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL
Exercice clos le 31 décembre 2018

	Notes	2018 milliers £	2017 milliers £
Résultat de l'exercice - part du groupe		23 085	18 521
Éléments non reclassables en résultat			
Variation de change		-14	38
Profit actuariel I (perte) comptabilisé pour le régime de retraite à prestations définies	39	2 527	1 733
Impôt différé (charge) /crédit relatif au (profit) / à la perte actuariel(le) du régime de retraite à prestations définies		-605	-329
Éléments pouvant être reclassés en résultat			
Variation de juste valeur des placements en dettes à la JVAERG*		-600	—
Variation de juste valeur des placements disponibles à la vente		—	2
Résultat global total de l'exercice - part du groupe		24 393	19 965

* JVAERG = Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (voir note 1.3.1)

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Au 31 décembre 2018

	Notes	2018 milliers £	2017 milliers £
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		70 763	21 379
Participation dans les filiales		33	—
Placements – disponibles à la vente	13	—	277 687
Placements en titres de créance – JVAERG*	14	265 129	—
Prêts et avances aux établissements de crédit	11	1 855 187	1 441 263
Prêts et avances à la clientèle	12	1 414 678	1 121 735

Actifs financiers dérivés	16	1 905	874
Immobilisations corporelles	17	39 561	39 885
Actif d'impôt exigible		322	–
Actif d'impôt différé	18	2 314	2 915
Comptes de régularisation et débiteurs divers **	19	46 246	40 960
Total de l'actif		3 696 138	2 946 698
Passif			
Dépôts des établissements de crédit	20	2 382 938	1 725 984
Dépôts de la clientèle	21	432 416	399 274
Passifs financiers dérivés	22	2 533	2 280
Autres passifs, comptes de régularisation**	23	51 162	36 362
Passif d'impôt exigible		2 369	2 077
Passif du régime de retraite	39	11 550	15 202
Emprunts à terme	24	275 634	245 827
Passifs subordonnés	25	50 000	50 000
		3 208 602	2 477 006
Capital social	26	212 296	212 296
Résultats non distribués		275 816	257 372
Réserve de juste valeur		-576	24
Total des capitaux propres		487 536	469 692
Total du passif et des capitaux propres		3 696 138	2 946 698

Les administrateurs ont approuvé et autorisé la publication des états financiers le 5 mars 2019

(signature)

Président

* JVAERG = Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (voir note 1.3.1)

** Les données comparatives des exercices précédents ont été retraitées pour refléter la présentation de l'exercice courant (voir la note 1.2)

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES Au 31 décembre 2018

	Capital social	Résultats non distribués	Réserve pour actifs disponibles à la vente	Total des capitaux propres
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Solde au 1^{er} janvier 2017 tel que précédemment déclaré	212 296	237 409	22	449 727
Résultat global				
Résultat de l'exercice	–	18 521	–	18 521
Autres éléments du résultat global	–	1 442	2	1 444
Solde au 31 décembre 2017	212 296	257 372	24	469 692

	Capital social	Résultats non distribués	Réserve de juste valeur	Total des capitaux propres
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Solde au 1^{er} janvier 2018	212 296	257 372	24	469 692
Impact de l'adoption de la norme IFRS 9 net d'impôt (note 2)		-6 549		-6 549
Solde retraité au 1^{er} janvier 2018	212 296	250 823	24	463 143
Résultat global				
Résultat de l'exercice	–	23 085	–	23 085
Autres éléments du résultat global	–	1 908	-600	1 308
Solde au 31 décembre 2018	212 296	275 816	-576	487 536

NOTES ANNEXES AUX COMPTES

1. Méthodes comptables

1.1 Entité présentant les états financiers

ABC International Bank plc (« ABCIB ») est une société anonyme cotée constituée et enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles. L'adresse du siège social d'ABCIB est 1 - 5 Moorgate, Londres EC2R 6AB.

1.2 Base d'établissement

Les états financiers d'ABCIB sont établis conformément à la norme d'information financière 101 « cadre de communication réduite » (*Reduced Disclosure Framework*) (FRS101).

Les états financiers d'ABCIB sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des investissements en titres de créance et des actifs et passifs financiers dérivés qui ont été évalués à la juste valeur.

ABCIB n'est pas tenue d'établir des comptes du groupe étant donné qu'elle est éligible aux exemptions disponibles en vertu de la section 401 de la loi de 2006 sur les sociétés. En outre, il n'est pas nécessaire d'établir un état des flux de trésorerie conformément à la norme d'information financière 101.

Le cas échéant, les chiffres de l'exercice précédent ont été retraités pour être conformes à la présentation de l'exercice en cours. Les postes « Autres actifs » et « Autres passifs » du bilan ont été majorés (de 14,6 millions £) pour mieux refléter la nature sous-jacente des engagements liés aux opérations de change au comptant. Dans le

compte de résultat, nous avons reclassé certains produits (pour un montant de 4,5 millions £) de la ligne « Produits d'intérêts » à la ligne « Produits nets des autres instruments financiers à la JVCR » afin de mieux refléter la nature des produits liés aux transactions sur instruments dérivés.

ABCIB exerce des activités dans plusieurs pays de la région MENAT dans lesquels des troubles sociaux et politiques ont eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018. ABCIB continue de surveiller de près les développements et a pris des mesures pour atténuer tout impact négatif sur ses activités.

Au moment de l'approbation de ces états financiers, le Conseil s'est assuré que les fonds propres et la position de liquidité d'ABCIB sont demeurés satisfaisants et qu'ABCIB, avec le soutien de la Banque ABC, dispose de ressources liquides lui permettant d'honorer ses obligations dans un avenir prévisible, y compris son flux prospectif de nouvelles affaires.

Compte tenu de ce qui précède, ces états financiers sont établis sur la base de la continuité de l'exploitation.

ABCIB a bénéficié des exemptions suivantes en vertu de la norme IFRS 101 :

- a) L'exigence des paragraphes 38 de la norme IAS 1 Présentation des états financiers de présenter des informations comparatives au titre :
- i) du paragraphe 79 (a)(iv) de la norme IAS 1 ;
- ii) du paragraphe 73(e) de la norme IAS 16 Immobilisations corporelles ;
- b) Les exigences des paragraphes 10(d), 10(1), 16, 38A, 38B, 38C, 38D, 40A, 40B, 40C, 40D, 111 de la norme IAS 1 Présentation des états financiers.
- c) Les exigences de la norme IAS 7 État des flux de trésorerie.
- d) Les exigences des paragraphes 30 et 31 de l'IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.
- e) Les obligations prévues par le paragraphe 17 de la norme IAS 24 Informations relatives aux parties liées.
- f) Les obligations prévues par la norme IAS 24 Informations relatives aux parties liées de divulguer les transactions conclues entre deux ou plusieurs membres d'un groupe, à condition que toute filiale partie à la transaction soit entièrement détenue par un tel membre.
- g) Les exigences des paragraphes 130(f)(ii), 130(f)(iii), 134(d) à 134(f) et 135(c) à 135(e) de la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs, à condition que des informations équivalentes soient fournies dans les états financiers consolidés du groupe dans lequel l'entité est consolidée.
- h) Les exigences des paragraphes 30 et 31 de l'IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs de communiquer les normes publiées mais non encore entrées en vigueur.

1.3 Normes et interprétations nouvelles et modifiées

1.3.1 Normes applicables à l'exercice

Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement de ces états financiers sont cohérentes avec celles utilisées au cours de l'exercice précédent, sauf pour l'adoption de nouvelles normes IFRS applicables à la Banque, qui sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2018 :

IFRS 9 Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 Instruments financiers (IFRS 9), qui remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation (IAS 39) pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Banque n'a pas retraité les informations comparatives de 2017 pour les instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9. Par conséquent, les informations comparatives pour 2017 sont présentées selon la norme IAS 39 et ne sont pas comparables aux informations présentées pour 2018. Les écarts résultant de l'adoption de la norme IFRS 9 ont été comptabilisés directement dans les bénéfices non distribués au 1^{er} janvier 2018 et sont présentés à la note 2. Toutes les méthodes comptables pertinentes pour l'IAS39 concernant les informations comparatives de 2017 figurent dans les états financiers de l'exercice précédent.

La Banque a mis en place un groupe de travail pluridisciplinaire (« le Groupe de Travail ») avec des membres de ses équipes Risques, Finance et Informatique pour préparer la mise en œuvre de la norme IFRS 9 (« le Projet »). Le Projet a été parrainé par le Directeur des risques et le Directeur financier, qui ont régulièrement rendu compte au Comité des risques du Conseil d'administration de la Banque et a été géré dans le cadre de la transformation de la Banque. Le projet avait des axes de travail individuels clairs. La Banque a mis en œuvre la norme IFRS 9 avec effet au 1^{er} janvier 2018.

Classification et évaluation

Du point de vue de la classification et de l'évaluation, la nouvelle norme impose que tous les actifs financiers, à l'exception des instruments de capitaux propres et des dérivés, soient évalués sur la base d'une combinaison du modèle économique de l'entité pour gérer les actifs et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuel des instruments. Les catégories d'évaluation de l'IAS 39 sont remplacées par : la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVCR), la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) et le coût amorti. La norme IFRS 9 permet également aux entités de continuer à désigner irrévocablement des instruments éligibles au coût amorti ou des instruments éligibles à la JVAERG comme étant à la JVAERG, si cela élimine ou réduit sensiblement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation. Les instruments de capitaux propres qui ne sont pas détenus à des fins de transaction peuvent être irrévocablement désignés comme à la JVAERG, sans reclassement ultérieur des gains ou pertes dans le compte de résultat.

La comptabilisation des passifs financiers reste en grande partie identique aux exigences de la norme IAS 39, à l'exception du traitement des gains ou pertes résultant du risque de crédit de l'entité relatif aux passifs désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Ces variations sont présentées en autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur dans le compte de résultat, à moins qu'un décalage comptable dans le compte de résultat ne survienne.

Après avoir appliqué la norme IFRS 9, la Banque a conclu que :

- Tous les placements auprès de banques et autres établissements financiers et les prêts et avances à la clientèle en vertu de la norme IAS 39 sont évalués au coût amorti en vertu de la norme IFRS 9 ;
- Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction et les actifs financiers désignés à la JVCR continuent à être évalués à la JVCR ;
- Tous les titres de créance classés comme disponibles à la vente en vertu de l'IAS 39 sont évalués à JVAERG en vertu de l'IFRS 9.

Pour une explication de la façon dont la Banque classe les actifs et passifs financiers selon la norme IFRS 9, se reporter aux sections correspondantes de la note 10. Les impacts quantitatifs de l'application de la norme IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 sont présentés à la note 2.

Modifications du calcul des pertes de valeur

La norme IFRS 9 modifie fondamentalement la méthodologie de provisionnement des pertes sur prêts. La norme a remplacé l'approche de la perte avérée d'IAS 39 par une approche prospective de la perte de crédit attendue (PCA). La Banque doit comptabiliser une provision pour pertes attendues pour tous les prêts et autres actifs financiers de type dette non détenus à la JVCR, ainsi que les engagements de prêts et les contrats de garantie financière. La provision est basée sur la PCA associée à la probabilité de défaut dans les douze mois à venir sauf augmentation significative du risque de crédit depuis l'octroi, auquel cas la provision est basée sur la probabilité de défaut sur la durée de vie de l'actif.

Selon l'IFRS 9, les pertes de crédit sont comptabilisées plus tôt que selon l'IAS 39. Pour une explication de la façon dont la Banque applique les exigences de dépréciation de la norme IFRS 9, voir le paragraphe correspondant du résumé des méthodes comptables significatives.

IFRS 7 (révisée) Instruments financiers : Informations à fournir (IFRS 7R)

Afin de refléter les différences entre IFRS 9 et IAS 39, l'IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir a été mise à jour et la Banque l'a adoptée, conjointement avec la norme IFRS 9, pour l'exercice débutant le 1^{er} janvier 2018. Les changements comprennent les informations sur la transition, comme indiqué à la note 2. Les rapprochements entre les provisions pour PCA à l'ouverture et à la clôture pour mouvements significatifs sont présentés dans les notes 11, 12, 14 et 28.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La Banque a adopté la norme IFRS 15, ce qui a entraîné un changement dans la politique de la Banque de comptabilisation des produits en ce qui concerne ses contrats avec ses clients.

La norme IFRS 15 définit un modèle unique et complet de comptabilisation des produits provenant de contrats avec des clients et remplace les précédentes directives en matière de produits, qui figurent actuellement dans plusieurs normes et interprétations IFRS. Elle a établi un nouveau modèle en cinq étapes qui s'applique aux produits provenant de contrats avec des clients. Selon l'IFRS 15, les produits sont comptabilisés pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle une entité s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

La Banque a opté pour l'application rétrospective modifiée permise par IFRS 15 lors de l'adoption de la nouvelle norme. L'application rétrospective modifiée nécessite également la comptabilisation en capitaux propres de l'impact cumulé de l'adoption de l'IFRS 15 sur tous les contrats au 1^{er} janvier 2018. Aucun ajustement n'a été apporté aux résultats non distribués à l'ouverture et aux autres soldes de comptes lors de l'adoption de l'IFRS 15.

1.4 Jugements, estimations et hypothèses comptables importantes

Dans le processus d'application des méthodes comptables d'ABCIB, la direction a fait appel à son jugement et a procédé à des estimations pour déterminer les montants comptabilisés dans les états financiers. Les utilisations les plus importantes de jugements et estimations sont les suivantes :

1.4.1 Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers inscrits au bilan sont basées sur des données de marché observables provenant de marchés actifs et des approches de valeur actualisée lorsque les flux de trésorerie futurs sont estimés, puis actualisés en utilisant des taux d'intérêt ajustés en fonction du risque basés sur des instruments ayant des caractéristiques de risque et des devises similaires.

1.4.2 Évaluation de la provision pour pertes de crédit attendues (PCA)

L'évaluation de la PCA pour les actifs financiers évalués au coût amorti et à la JVAERG est un domaine qui nécessite l'utilisation de modèles et d'hypothèses significatives sur les conditions économiques futures, le comportement en matière de crédit (par exemple, la probabilité de défaut des clients et les pertes induites), l'estimation du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs et des valeurs des sûretés. Ces estimations sont motivées par un certain nombre de facteurs, dont les changements peuvent aboutir à différents niveaux d'ajustements.

Le calcul des PCA de la Banque repose sur des résultats de modèles utilisant un certain nombre d'hypothèses sous-jacentes concernant le choix des données entrées et leurs interdépendances. Un certain nombre de jugements significatifs sont également requis pour l'application des exigences comptables relatives à l'évaluation des PCA, telles que :

- Le modèle de notation interne du crédit, qui attribue une probabilité de défaut (PD) aux notations individuelles ;
- La détermination des critères d'augmentation significative du risque de crédit (ASRC) ;
- Le choix de modèles et hypothèses appropriés pour l'évaluation des PCA ;
- La détermination des associations entre les scénarios macroéconomiques, les données économiques telles que les niveaux de chômage, les valeurs des sûretés et leur effet sur la PD, l'exposition en cas de défaut (*exposure at default* ou EAD) et la perte en cas de défaut (*loss given default* ou LGD) ;
- La sélection et les pondérations relatives des scénarios prospectifs afin d'en tirer les données économiques dans les modèles de PCA ; et
- La détermination de la période d'exposition pertinente au titre des facilités de crédit renouvelables et des facilités en cours de restructuration à la date de clôture.

1.4.3 Classification des actifs financiers

La classification des actifs financiers dans la catégorie appropriée dépend du modèle économique et du test « uniquement des paiements de principal et d'intérêts » (*solely payment of principal and interest* ou SPPI). La détermination du modèle économique approprié et l'évaluation de la conformité des flux de trésorerie générés par l'actif financier au test SPPI requièrent l'exercice d'un jugement important de la part de la direction.

La Banque applique un jugement lors du test SPPI et prend en compte des facteurs pertinents tels que la devise dans laquelle l'actif financier est libellé et la période pour laquelle le taux d'intérêt est fixé.

1.4.4 Évaluation des sûretés

Pour atténuer ses risques de crédit sur les actifs financiers, la Banque cherche à utiliser des sûretés, dans la mesure du possible. Les sûretés se présentent sous différentes formes, telles que des espèces, des titres, des lettres de crédit/garantie, des biens immobiliers, des créances, des stocks, d'autres actifs non financiers et des rehaussements de crédit tels que des accords de compensation. La méthode comptable de la Banque pour les sûretés qui lui ont été affectées dans le cadre de ses accords de prêt en vertu de la norme IFRS 9 est identique à celle de la norme IAS 39. Les sûretés, sauf saisie, ne sont pas enregistrées dans l'état de la situation financière de la Banque. Toutefois, la juste valeur des sûretés affecte le calcul des PCA. Elle est généralement évaluée, au minimum, à l'origine et est réévaluée périodiquement.

Dans la mesure du possible, la Banque utilise des données de marchés actifs pour valoriser les actifs financiers détenus en garantie. Les autres actifs financiers qui n'ont pas de valeur de marché facilement déterminable sont évalués à l'aide de modèles. Les sûretés non financières, telles que les biens immobiliers, sont évaluées sur la base des rapports d'évaluation reçus de cabinets d'évaluation professionnels.

1.4.5 Actifs d'impôt différé

Un jugement important de la direction est nécessaire pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, sur la base du calendrier et du niveau probables des bénéfices imposables futurs ainsi que des stratégies de planification fiscale. Lors de l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé, la direction utilise les bénéfices prévisionnels sur trois ans en supposant une croissance annuelle stable.

1.4.6 Retraites

Le coût du régime de retraite à prestations définies est déterminé en utilisant des évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle implique de faire des hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de rendement attendus des actifs, les taux de mortalité et les augmentations futures des pensions. En raison de la nature à long terme de ces régimes, de telles estimations sont soumises à une incertitude importante. Voir la note 39 pour les hypothèses retenues.

1.5 Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées pour l'établissement de ces états financiers sont décrites ci-dessous.

1.5.1 Conversion des devises

Les états financiers d'ABCIB sont présentés en livre sterling qui est sa monnaie fonctionnelle. Les transactions en devises sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont reconvertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle en vigueur à la date du bilan. Toutes les différences sont portées au compte de résultat en « produit net des activités de marché ». Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions initiales. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur en monnaie étrangère sont convertis en utilisant les taux de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

1.5.2 Instruments financiers – comptabilisation initiale et évaluation ultérieure

1.5.2.1 Date de comptabilisation

Les actifs et passifs financiers, à l'exception des prêts et avances à la clientèle et des dépôts auprès de la clientèle et d'établissements de crédit, sont initialement comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire la date à laquelle la Banque devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Cela inclut les opérations normalisées : achats ou ventes d'actifs financiers qui nécessitent la livraison d'actifs dans les délais généralement établis par la réglementation ou la pratique habituelle

du marché. Les prêts et avances à la clientèle sont comptabilisés lorsque les fonds sont transférés sur les comptes de la clientèle. La Banque comptabilise les dépôts des clients et des établissements de crédit lorsque les fonds sont transférés à la Banque. Les dérivés sont comptabilisés sur la base de la date de transaction.

1.5.2.2 Comptabilisation initiale des instruments financiers

La classification des instruments financiers lors de la comptabilisation initiale dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et de leurs caractéristiques. Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur majorée, dans le cas d'actifs financiers non évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat, de tous les coûts marginaux directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission.

La classification des instruments financiers lors de la comptabilisation initiale dépend des conditions contractuelles et du modèle économique de gestion des instruments décrits dans les notes 1.3.1 et 1.5.3.

Lors de la comptabilisation initiale, la Banque évalue un actif ou un passif financier à sa juste valeur plus ou moins, dans le cas d'un actif ou d'un passif financier qui n'est pas comptabilisé à la JVCR, les coûts de transaction qui sont marginaux et directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier, tels que les frais et commissions. Les coûts de transaction des actifs et passifs financiers comptabilisés à la JVCR sont portés en charges. Immédiatement après la comptabilisation initiale, une PCA est comptabilisée pour les actifs financiers évalués au coût amorti et les investissements dans des instruments de dette évalués à la JVAERG, ce qui conduit à enregistrer une perte comptable dans le compte de résultat lorsque l'actif est nouvellement créé. Lorsque la juste valeur des actifs et passifs financiers lors de la comptabilisation initiale diffère du prix de transaction, la Banque comptabilise un profit ou une perte à l'origine comme décrit ci-dessous.

1.5.2.3 Profit ou perte à l'origine

Lorsque le prix de transaction de l'instrument est différent de la juste valeur à l'origine, la différence est traitée comme suit :

Lorsque la juste valeur est démontrée par un prix coté sur un marché actif pour un actif ou un passif identique (c'est-à-dire une donnée de niveau 1) ou sur la base d'une technique d'évaluation utilisant uniquement des données de marchés observables, la différence est comptabilisée comme un profit ou une perte à l'origine.

Dans tous les autres cas, la différence est reportée et le calendrier de comptabilisation du profit ou de la perte à l'origine diffère est déterminé individuellement. Il est soit amorti sur la durée de vie de l'instrument, soit reporté jusqu'à ce que la juste valeur de l'instrument puisse être déterminée à l'aide de données de marché observables, soit lorsque l'instrument est décomptabilisé.

1.5.2.4 Catégories d'évaluation des actifs et passifs financiers

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Banque classe l'ensemble de ses actifs financiers selon le modèle économique de gestion des actifs et les conditions contractuelles de l'actif, évalué soit :

- Au coût amorti, comme expliqué dans la note 1.5.3.1
- À la JVAERG, comme expliqué dans la note 1.5.7
- À la JVCR

La Banque classe et mesure son portefeuille de dérivés et de négociation à la JVCR comme expliqué dans les notes 1.5.5 et 1.5.6. La Banque peut désigner des instruments financiers à la JVCR, si ce faisant elle élimine ou réduit de manière significative les incohérences d'évaluation ou de comptabilisation.

Avant le 1^{er} janvier 2018, la Banque classait ses actifs financiers en prêts et créances (au coût amorti), à la JVCR ou disponibles à la vente.

Les passifs financiers, autres que les engagements au titre de prêts et les garanties financières, sont évalués au coût amorti ou à la JVCR lorsqu'ils sont détenus à des fins de négociation et les instruments dérivés ou lorsque la désignation de la juste valeur est appliquée.

1.5.3 Actifs et passifs financiers

1.5.3.1 Prêts et avances aux établissements de crédit, prêts et avances à la clientèle, placements financiers au coût amorti

Avant le 1^{er} janvier 2018, les prêts et avances aux établissements de crédit et les prêts et avances à la clientèle comprenaient les actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables qui n'étaient pas cotés sur un marché actif, à l'exception de ceux :

- Que la Banque ait l'intention de vendre immédiatement ou à court terme
- Que la Banque, lors de la comptabilisation initiale, a désigné à la JVCR ou comme disponibles à la vente
- Pour lesquels la Banque pourrait ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial, autrement qu'en raison de la détérioration du crédit, qui étaient désignés comme disponibles à la vente.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la Banque ne comptabilise les prêts et avances aux établissements de crédit, les prêts et avances à la clientèle et les autres placements financiers au coût amorti que si les deux conditions suivantes sont réunies :

- L'actif financier est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant comme objectif de détenir des actifs financiers afin de collecter les flux de trésorerie contractuels
- Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des dates spécifiées à des flux de trésorerie qui sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts (SPPI) sur le principal restant dû.

1.5.3.2 Modèle économique

La Banque détermine son modèle économique au niveau qui reflète le mieux la manière dont elle gère les actifs financiers pour atteindre son objectif commercial. Le modèle économique reflète la manière dont la Banque gère les actifs afin de générer des flux de trésorerie. À savoir, si l'objectif de la Banque est uniquement de collecter les flux de trésorerie contractuels des actifs ou si c'est à la fois les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie découlant de la vente d'actifs. Si aucun de ces éléments n'est applicable (par ex., les actifs financiers sont détenus à des fins de transaction), les actifs financiers sont alors classés dans le cadre du modèle économique « détenus à des fins de transaction » et évalués à la JVCR. L'évaluation du modèle économique n'est pas effectuée instrument par instrument mais au niveau du portefeuille global et repose sur des facteurs observables tels que :

– Les politiques et objectifs déclarés pour le portefeuille et le fonctionnement de ces politiques dans la pratique. En particulier, si la stratégie de la direction est centrée sur la perception de produits d'intérêts contractuels, le maintien d'un profil de taux d'intérêt particulier, l'adéquation de la durée des actifs financiers à celle des passifs qui financent ces actifs ou la réalisation de flux de trésorerie par la vente des actifs ;

– La façon dont la performance des actifs et du modèle économique est évaluée et présentée aux principaux dirigeants et au Comité actif et passif (ALCO) ;

– La manière dont les risques sont évalués et gérés ; et

– La fréquence, le volume et le calendrier des ventes des périodes précédentes, les raisons de ces ventes et ses attentes concernant l'activité commerciale future.

Toutefois, les informations relatives à l'activité commerciale ne sont pas considérées isolément, mais dans le cadre de l'appréciation globale de l'atteinte de l'objectif affiché de gestion des actifs financiers par la Banque et de la façon dont les flux de trésorerie sont réalisés.

L'évaluation du modèle économique repose sur des scénarios raisonnablement attendus sans tenir compte des scénarios de « pire cas » ou de « cas de stress ». Si les flux de trésorerie après la comptabilisation initiale sont réalisés d'une manière différente des attentes initiales de la Banque, celle-ci ne modifie pas la classification des actifs financiers restants détenus dans ce modèle économique, mais intègre ces informations lors de l'évaluation des actifs financiers nouvellement émis ou nouvellement acquis à l'avenir.

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction dont la performance est évaluée à la juste valeur sont évalués à la JVCR parce qu'ils ne sont ni détenus en vue de la collecte de flux de trésorerie contractuels, ni détenus à la fois en vue de la collecte de flux de trésorerie contractuels et de la vente d'actifs financiers.

1.5.3.3 Test SPPI

La Banque évalue les conditions contractuelles des actifs financiers afin de déterminer s'ils satisfont au test SPPI.

Le principal aux fins de ce test est défini comme la juste valeur de l'actif financier au moment de la comptabilisation initiale et peut évoluer au cours de la durée de vie de l'actif financier (par exemple, en cas de remboursement du principal ou d'amortissement de la surcote/décote).

L'intérêt est la prise en compte de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, des autres risques de base résultant du prêt et d'une marge bénéficiaire cohérente avec un accord de prêt basique.

Pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements du principal et des intérêts, la Banque tient compte des conditions contractuelles de l'instrument. Cela implique d'évaluer si l'actif financier contient une stipulation contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels de sorte qu'il ne remplisse pas cette condition. Lors de l'évaluation, la Banque applique un jugement et prend en compte des facteurs pertinents tels que la monnaie dans laquelle l'actif financier est libellé et la période pour laquelle le taux d'intérêt est fixé.

Lorsque les conditions contractuelles introduisent une exposition à un risque ou à une volatilité qui n'est pas cohérent avec un accord de prêt basique, l'actif financier correspondant est classé et évalué à la JVC.

La Banque reclasse les investissements en instruments de dette uniquement lorsque son modèle économique de gestion de ces actifs change. Le reclassement intervient au début de la première période de présentation d'états financiers suivant le changement. De tels changements devraient être peu fréquents et aucun n'est intervenu au cours de l'exercice, à l'exception des reclassements opérés lors de l'adoption initiale de l'IFRS 9 à la date de la transition.

1.5.4 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

1.5.4.1 Décomptabilisation due à une modification importante des termes et conditions

Les conditions initiales des prêts font parfois l'objet de concessions ou de modifications de la part de la Banque en réponse à des difficultés financières de l'emprunteur, plutôt que de procéder à une saisie ou d'imposer le recouvrement de la garantie d'une autre manière. La Banque considère un prêt comme restructuré lorsque de telles concessions ou modifications sont fournies en raison des difficultés financières présentes ou attendues de l'emprunteur, généralement matérialisées par une restructuration ou un rééchelonnement des facilités de crédit de la contrepartie, directement ou indirectement avec d'autres prêteurs ou avec la Banque.

Si les termes sont sensiblement différents, la Banque décomptabilise l'actif financier d'origine et comptabilise un « nouvel » actif à la juste valeur et recalcule un nouveau TIE de l'actif. La date de renégociation est par conséquent considérée comme la date de la comptabilisation initiale aux fins du calcul de la dépréciation, notamment aux fins de déterminer si une augmentation significative du risque de crédit s'est produite. Toutefois, la Banque apprécie également si le nouvel actif financier comptabilisé est considéré comme déprécié au moment de la comptabilisation initiale, en particulier lorsque la renégociation a été motivée par le fait que le client n'était pas en mesure d'effectuer les paiements convenus initialement. Les différences de valeur comptable sont également comptabilisées dans le compte de résultat en tant que gain ou perte lors de la décomptabilisation.

Si les conditions ne sont pas substantiellement différentes, la renégociation ou la modification n'entraîne pas de décomptabilisation et la Banque recalcule la valeur comptable brute sur la base des flux de trésorerie révisés de l'actif financier et comptabilise un gain ou une perte de modification dans le compte de résultat. La nouvelle valeur comptable brute est recalculée en actualisant les flux de trésorerie modifiés au TIE d'origine (ou TIE ajusté du crédit pour les actifs financiers dépréciés ou émis).

Une fois les termes renégociés, toute dépréciation est évaluée à l'aide du TIE d'origine calculé avant la modification des termes. La politique de la Banque est de surveiller les crédits restructurés pour contribuer à ce que les paiements futurs continuent d'être probables. Les décisions de décomptabilisation et la classification entre les niveaux 2 et 3 sont déterminées au cas par cas ou sur la base de critères d'ASRC. Si ces procédures identifient une perte au titre d'un prêt, celui-ci est présenté et géré comme un actif restructuré de niveau 3 déprécié jusqu'à ce qu'il soit collecté, passé en pertes ou transféré au niveau 2.

1.5.4.2 Décomptabilisation autre que pour modification substantielle

Les actifs financiers, ou une partie de ces actifs, sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie des actifs ont expiré, ou lorsqu'ils ont été transférés et que soit (i) la Banque transfère substantiellement tous les risques et avantages de la propriété, soit (ii) la Banque ne transfère ni ne conserve substantiellement tous les risques et avantages de la propriété et la Banque n'a pas conservé le contrôle.

La Banque conclut des transactions pour lesquelles elle conserve les droits contractuels de recevoir des flux de trésorerie d'actifs, mais assume l'obligation contractuelle de payer ces flux de trésorerie à d'autres entités et transfère l'essentiel des risques et avantages. Ces opérations sont comptabilisées comme des transferts « pass through » qui entraînent une décomptabilisation si la Banque :

- (i) n'a aucune obligation de paiement à moins qu'elle ne collecte des montants équivalents sur les actifs ;
- (ii) n'a pas le droit de vendre ou de donner les actifs en nantissement ; et
- (iii) a l'obligation de verser sans retard significatif toute somme encaissée sur les actifs.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsqu'ils sont éteints (c'est-à-dire lorsque l'obligation spécifiée au contrat est acquittée, annulée ou expire).

L'échange entre la Banque et ses prêteurs d'origine d'instruments de dette assortis de conditions substantiellement différentes, ainsi que des modifications substantielles des conditions des passifs financiers existants, sont comptabilisés comme une extinction du passif financier d'origine et la comptabilisation d'un nouveau passif financier. Les conditions sont substantiellement différentes si la valeur actualisée des flux de trésorerie en vertu des nouvelles conditions, y compris les commissions payées nettes des commissions reçues et actualisées sur la base du TIE d'origine, diffère d'au moins 10 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du passif financier d'origine. Par ailleurs, d'autres facteurs qualitatifs tels que la monnaie dans laquelle l'instrument est libellé, les changements de type de taux d'intérêt, les nouvelles caractéristiques de conversion attachées à l'instrument et la modification des clauses restrictives sont également pris en considération. Si un échange d'instruments de dette ou une modification des termes est comptabilisé comme une extinction, les frais ou commissions éventuels sont comptabilisés en tant que gain ou perte à l'extinction. Si l'échange ou la modification n'est pas comptabilisé comme une extinction, tous les frais ou commissions encourus viennent ajuster la valeur comptable du passif et sont amortis sur la durée résiduelle du passif modifié.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation au titre du passif est acquittée, annulée ou expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre du même prêteur à des conditions sensiblement différentes ou que les conditions d'un passif existant sont substantiellement modifiées, cet échange ou cette modification est traité comme une décomptabilisation du passif d'origine et une nouvelle comptabilisation du passif. La différence entre la valeur comptable du passif financier d'origine et la contrepartie versée est comptabilisée en résultat.

1.5.5 Dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- Sa valeur varie en fonction de la variation d'un taux d'intérêt, d'un prix d'instrument financier, d'un prix de matière première, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une note de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que, dans le cas d'une variable non financière, elle ne soit pas spécifique à une partie au contrat (c'est-à-dire le « sous-jacent »).
- Il ne requiert aucun investissement net initial ou un investissement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats susceptibles d'avoir une réponse similaire à l'évolution des facteurs de marché.
- Il est dénoué à une date future.

La Banque conclut des opérations sur produits dérivés avec différentes contreparties. Il s'agit notamment des contrats d'échange (*swaps*) de taux d'intérêt et des contrats de change à terme. Les instruments dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle le contrat dérivé est conclu et sont ensuite réévalués à la juste valeur. Tous les dérivés sont comptabilisés à l'actif lorsque la juste valeur est positive et au passif lorsque la juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés sont comptabilisées en « Produit net des activités de marché ».

1.5.6 Actifs ou passifs financiers détenus à des fins de transaction

La Banque classe les actifs et passifs financiers comme détenus à des fins de transaction lorsqu'ils ont été achetés ou émis principalement pour réaliser des bénéfices à court terme par le biais d'activités de négociation ou qu'ils font partie d'un portefeuille d'instruments financiers gérés en commun, pour lequel il existe un exemple récent de prise de bénéfice à court terme. Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés et évalués dans l'état de la situation financière à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en produit net des activités de marché. Les produits ou charges d'intérêts et de dividendes sont comptabilisés en produit net des activités de marché selon les termes du contrat ou lorsque le droit au paiement est établi.

1.5.7 Instruments de dette à la JVAERG (méthode applicable depuis le 1^{er} janvier 2018)

La Banque applique la nouvelle catégorie selon l'IFRS 9 des instruments de dette évalués à la JVAERG lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- L'instrument est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte de flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers
- Les conditions contractuelles de l'actif financier répondent au test SPPI

Ces instruments regroupent en grande partie des actifs précédemment classés en actifs financiers disponibles à la vente selon l'IAS 39.

Les instruments de dette JVAERG sont ensuite évalués à la juste valeur et les gains et pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en autres éléments du résultat global (AERG). Les produits d'intérêts et les gains et pertes de change sont comptabilisés au compte de résultat de la même manière que pour les actifs financiers évalués au coût amorti. Lorsque la Banque détient plusieurs investissements dans le même titre, ceux-ci sont réputés être cédés selon le principe du premier entré premier sorti. Lors de la décomptabilisation, les profits ou pertes cumulés précédemment comptabilisés en AERG sont reclassés des AERG au compte de résultat.

1.5.8 Dettes émises et autres emprunts

Les instruments financiers émis ou leurs composantes, qui ne sont pas désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, sont classés en tant que passifs dans la rubrique « Dettes émises et autres emprunts » lorsque la substance de l'accord contractuel conduit ABCIB à avoir une obligation soit de livrer de la trésorerie soit un autre actif financier au détenteur. Il s'agit principalement des dépôts des banques et autres établissements financiers, des dépôts de la clientèle, des emprunts à terme et des dettes subordonnées.

Après l'évaluation initiale, les dettes émises et autres emprunts sont ensuite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de toute décote ou prime à l'émission et des coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif.

1.5.9 Garanties financières et engagements de prêts

La Banque émet des garanties financières, des lettres de crédit et des engagements de prêt.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées dans les états financiers à la juste valeur, c'est-à-dire la prime reçue. Après la comptabilisation initiale, l'engagement de la Banque au titre de chaque garantie est évalué au montant le plus élevé entre le montant initialement comptabilisé diminué des amortissements cumulés comptabilisé au compte de résultat, et – selon IAS 39 – la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre toute obligation financière née de la garantie, ou – selon IFRS 9 – une provision pour PCA.

La prime reçue est comptabilisée dans le compte de résultat en autres produits d'exploitation de manière linéaire sur la durée de vie de la garantie.

Les engagements de prêt non tirés et les lettres de crédit sont des engagements en vertu desquels, sur la durée de l'engagement, la Banque est tenue de fournir un prêt avec des conditions prédéterminées au client. Au même titre que les contrats de garantie financière, selon l'IAS 39, une provision a été constituée s'il s'agissait d'un contrat déficitaire mais depuis le 1^{er} janvier 2018, ces contrats entrent dans le champ d'application des exigences en matière de PCA.

La valeur contractuelle nominale des garanties financières, lettres de crédit et engagements de prêt non tirés, lorsque le prêt qu'il est convenu d'accorder est à des conditions de marché, ne figure pas dans l'état de la situation financière.

1.5.10 Évaluation de la juste valeur

La Banque évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque date de clôture.

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est basée sur la présomption que la transaction de vente de l'actif ou de transfert du passif a lieu :

- Sur le marché principal de l'actif ou du passif, ou
- En l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Le marché principal ou le marché le plus avantageux doit être accessible par la Banque. La juste valeur d'un actif ou d'un passif est évaluée en utilisant les hypothèses que les participants de marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, en supposant que les participants de marché agissent au mieux de leurs intérêts économiques.

La Banque utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les circonstances et pour lesquelles des données suffisantes sont disponibles pour évaluer la juste valeur, maximisant l'utilisation de données observables pertinentes et minimisant l'utilisation de données non observables.

Tous les actifs et passifs dont la juste valeur est évaluée ou présentée dans les états financiers sont classés selon la hiérarchie des justes valeurs, décrite comme suit, sur la base des données du niveau le plus bas qui sont significatives pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble :

- Évaluation de niveau 1 : Cotations directement observables pour un même instrument (prix de marché).
- Évaluation de niveau 2 : Données de remplacement directement observables pour un même instrument accessibles à la date de valorisation (valorisation par référence à un modèle avec des données de marché).
- Évaluation de niveau 3 : Données de remplacement dérivées (interpolation de données de remplacement) pour des instruments similaires qui n'ont pas été observés (valorisation par référence à un modèle avec données de remplacement déduites).

Pour les actifs et passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers sur une base récurrente, la Banque détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant la catégorisation (sur la base des données du niveau le plus bas qui sont significatives pour l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation d'états financiers.

1.5.11 Dépréciation des actifs financiers

La Banque évalue, de manière prospective, la PCA associée à ses actifs d'instruments de dette comptabilisés au coût amorti et à la JVAERG et en comparaison avec l'exposition découlant des engagements de prêts et des contrats de garantie financière. La Banque comptabilise une PCA pour ces pertes à l'origine et réévalue les pertes attendues à chaque date de clôture. L'évaluation des PCA reflète :

- Un montant impartial et pondéré en fonction des probabilités, déterminé en évaluant une fourchette de résultats possibles ;
- La valeur temps de l'argent ; et
- Les informations raisonnables et justifiables disponibles sans coût ni effort indu à la date de clôture concernant les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions de la conjoncture économique future.

Pour le calcul des PCA, la Banque estime le risque de défaut sur l'instrument financier durant sa durée de vie attendue. Les PCA sont estimées à partir de la valeur actualisée de l'ensemble des insuffisances de flux de trésorerie sur la durée de vie résiduelle attendue de l'actif financier, c.-à-d. la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à la Banque au titre du contrat et les flux de trésorerie que la Banque s'attend à recevoir, actualisés au taux d'intérêt effectif du prêt.

1.5.11.1 Évaluation des PCA

Les PCA sont une estimation pondérée en fonction de la probabilité des pertes de crédit. Elles sont évaluées comme suit :

- actifs financiers non dépréciés à la date de clôture : valeur actualisée de l'ensemble des insuffisances de flux de trésorerie (c'est-à-dire la différence entre les flux de trésorerie dus à l'entité conformément au contrat et les flux de trésorerie que la Banque s'attend à recevoir) ;
- actifs financiers dépréciés à la date de clôture : par différence entre la valeur brute et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés ;
- engagements de prêts non tirés : estimation de la part attendue de l'engagement de prêt qui est tirée sur la durée de vie attendue de l'engagement de prêt ; et calcul de la valeur actualisée des insuffisances de trésorerie entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus à l'entité si le détenteur de l'engagement de prêt tire la part attendue du prêt et les flux de trésorerie que l'entité s'attend à recevoir si cette part attendue du prêt est tirée ; et
- contrats de garantie financière : estimation des PCA sur la base de la valeur actualisée des paiements attendus pour rembourser au détenteur une perte de crédit qu'il subit diminuée des montants que le garant s'attend à recevoir du détenteur, du débiteur ou de toute autre partie. Si un prêt est entièrement garanti, l'estimation de la PCA pour le contrat de garantie financière sera identique à l'estimation du déficit de flux de trésorerie estimé pour le prêt faisant l'objet de la garantie.

Aux fins du calcul de la PCA la Banque classe ses titres de créance, prêts et avances et engagements de prêts et contrats de garantie financière JVAERG entre les étapes 1, 2 et 3, sur la base de la méthodologie de dépréciation appliquée, telle que décrite ci-dessous :

- Étape 1 - Performant : lors de la première comptabilisation d'un emprunt, la Banque comptabilise une provision sur la base d'une PCA allant jusqu'à 12 mois.
- Étape 2 - Sous-performant : lorsqu'un prêt présente une augmentation significative du risque de crédit, la Banque comptabilise une provision pour la PCA sur la durée de vie.
- Étape 3 – Déprécié : la Banque comptabilise la PCA sur la durée de vie de ces prêts.

Aux fins de leur catégorisation en étapes ci-dessus, la Banque a mis en place une politique visant à évaluer à la fin de chaque période de présentation d'états financiers si le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale en tenant compte de la variation du risque de défaillance au cours de la durée de vie résiduelle de l'instrument financier.

La Banque comptabilise une dépréciation pour les titres de créance JVAERG, selon qu'ils sont classés aux étapes 1, 2 ou 3, comme expliqué ci-dessus. Toutefois, la PCA ne réduit pas la valeur comptable de ces actifs financiers dans l'état de la situation financière, qui reste à leur juste valeur. En revanche, un montant égal à la provision qui résulterait si l'actif était évalué au coût amorti est comptabilisé en AERG en tant que montant cumulé de la dépréciation, avec une charge correspondante au compte de résultat.

Étape 1

La Banque évalue les indemnités pour pertes à un montant égal à la PCA à 12 mois pour les clients de l'étape 1. Tous les actifs financiers sont classés en étape 1 à la date de comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque date de clôture, la Banque classe les éléments suivants en étape 1 :

- les actifs de type dette dont il est déterminé qu'ils présentent un risque de crédit faible à la date de clôture ; et
- dont le risque de crédit n'a pas significativement augmenté depuis leur comptabilisation initiale.

Étape 2

La norme IFRS 9 exige que les actifs financiers soient classés en étape 2 lorsque leur risque de crédit a augmenté de manière significative depuis leur comptabilisation initiale. Pour ces actifs, une provision pour pertes doit être comptabilisée en fonction de leur PCA sur la durée de vie.

La Banque surveille en permanence tous les actifs soumis à des PCA. Afin de déterminer si un instrument ou un portefeuille d'instruments fait l'objet d'une PCA à 12 mois ou d'une PCA sur la durée de vie, la Banque évalue s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La Banque considère qu'une exposition au risque de crédit a augmenté de manière significative sur divers facteurs, y compris le nombre d'échelons de variation dans la notation interne du risque, les comptes ARCM (comptes nécessitant une surveillance étroite), les restructurations/tolérances, les antécédents d'incidents de paiement, etc. Les exceptions aux règles de classement dans les étapes et aux mouvements peuvent être annulées au cas par cas par l'IBCC ou le CRO.

La politique de la Banque consiste à évaluer les informations supplémentaires disponibles raisonnables et encourageantes prospectives en tant que facteurs supplémentaires.

Étape 3

Les actifs financiers sont inclus en étape 3 lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation du prêt. À chaque date de clôture, la Banque évalue si les actifs financiers comptabilisés au coût amorti et les actifs financiers comptabilisés à la JVAERG sont dépréciés. Un actif financier est « déprécié » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier se sont produits.

La preuve qu'un actif financier est déprécié en termes de crédit comprend les données observables suivantes :

- difficultés financières importantes de l'emprunteur ou de l'émetteur ;
- une violation de contrat telle qu'un défaut ou un retard ;
- la restructuration d'un prêt ou d'une avance par la Banque à des conditions que la Banque n'envisagerait pas autrement ;
- il devient probable que l'emprunteur soit mis en faillite ou fasse l'objet d'une autre restructuration financière ; ou
- la disparition d'un marché actif pour un titre en raison de difficultés financières.

Un prêt ayant fait l'objet d'une renégociation en raison de la dégradation de la situation de l'emprunteur est généralement considéré comme déprécié, sauf s'il existe un indice que le risque de non-réception des flux de trésorerie contractuels s'est significativement réduit et qu'il n'existe pas d'autres indicateurs de perte de valeur. En outre, un prêt en souffrance depuis 90 jours ou plus est considéré comme déprécié. Des exceptions aux règles et aux mouvements de catégorisation peuvent être réfutées au cas par cas par l'IBCC ou le CRO.

Pour évaluer si un investissement en dette souveraine est déprécié ou non, la Banque tient compte des facteurs suivants :

- L'évaluation par le marché de la solvabilité telle que reflétée dans les rendements obligataires.
- Les évaluations de la qualité de crédit par les agences de notation.
- la capacité du pays à accéder aux marchés des capitaux pour émettre de nouveaux emprunts.
- La probabilité d'une restructuration de la dette, qui se traduit par des pertes subies par les détenteurs en annulant volontairement ou obligatoirement la dette.
- Les mécanismes de soutien internationaux mis en place pour apporter le soutien nécessaire en tant que « prêteur en dernier ressort » à ce pays, ainsi que l'intention, reflétée dans les déclarations publiques, des gouvernements et des agences d'utiliser ces mécanismes. Cela comprend une évaluation de la profondeur de ces mécanismes et, quelle que soit l'intention politique, de la capacité à remplir les critères requis.

En dehors des prêts dépréciés à l'origine, les prêts sont sortis de l'étape 3 s'ils ne répondent plus aux critères des crédits dépréciés à l'issue d'une période probatoire de 12 mois.

Informations prospectives

La Banque intègre des informations prospectives dans l'évaluation des PCA.

La Banque prend en considération des informations prospectives telles que des facteurs macroéconomiques (par exemple, la croissance du PIB, les prix du pétrole et les indices d'actions du pays) et les prévisions économiques. Pour évaluer une gamme de résultats possibles, la Banque utilise trois scénarios : un scénario de base, un scénario haussier et un scénario baissier. Le scénario de base représente le résultat le plus probable résultant du processus normal de planification financière et de

budgétisation de la Banque, tandis que les scénarios à la hausse et à la baisse représentent des résultats plus optimistes ou pessimistes. Pour chaque scénario, la Banque obtient une PCA et applique une approche pondérée en fonction des probabilités pour déterminer la provision pour dépréciation.

La Banque utilise des informations internes provenant d'experts économiques internes, ainsi que des informations externes publiées par les services de prévisions économiques publics et privés. Ces hypothèses prospectives font l'objet d'un processus de gouvernance interne avant application aux différents scénarios.

Présentation de la provision pour PCA dans l'état de la situation financière

Les provisions pour PCA sont présentées dans l'état de la situation financière comme suit :

- actifs financiers comptabilisés au coût amorti : en déduction de la valeur comptable brute des actifs ;
- engagements de prêts et contrats de garantie financière : par provision au titre des autres passifs,
- lorsqu'un instrument financier comprend à la fois une composante tirée et une composante non tirée et que la Banque ne peut pas identifier la PCA sur la composante engagement de prêt séparément de celles sur la composante tirée : la Banque présente une provision pour perte combinée pour les deux composantes. Le montant combiné est présenté en déduction de la valeur comptable brute de la composante tirée. Tout excédent des provisions pour pertes par rapport au montant brut de la composante tirée est présenté comme une provision dans les autres passifs ; et
- instruments de dette évalués à la JVAERG : aucune provision pour perte n'est comptabilisée dans l'état de la situation financière car la valeur comptable de ces actifs est leur juste valeur. Toutefois, la provision pour pertes est présentée et comptabilisée dans les variations cumulées de la réserve de juste valeur.

Limitation des techniques d'estimation

Les modèles appliqués par la Banque peuvent ne pas toujours refléter toutes les caractéristiques du marché à un moment donné, dans la mesure où ils ne peuvent pas être recalibrés au même rythme que l'évolution des conditions du marché. Il est prévu que des ajustements intermédiaires soient effectués jusqu'à ce que les modèles de base soient mis à jour. Bien que la Banque utilise des données aussi actuelles que possible, les modèles utilisés pour le calcul des PCA se basent sur des données à jour sauf pour certains facteurs pour lesquels les données sont mises à jour une fois disponibles et des ajustements sont effectués pour les événements significatifs intervenus avant la date de clôture. La gouvernance de ces ajustements est encore en cours de développement.

Ajustement de crédit en fonction de l'expérience

La méthodologie de provisionnement des PCA de la Banque impose à celle-ci d'utiliser son expérience en matière de jugement de crédit pour intégrer l'impact estimé des facteurs non pris en compte dans les résultats des modèles de PCA, pour toutes les périodes de présentation d'états financiers.

Passage en pertes

Les prêts et titres de créance font l'objet d'un passage en pertes (partiel ou total) lorsqu'il n'existe aucune attente raisonnable de recouvrer un actif financier en totalité ou en partie. C'est généralement le cas lorsque la Banque détermine que l'emprunteur ne dispose pas d'actifs ou de sources de revenus susceptibles de générer des flux de trésorerie suffisants pour rembourser les montants objets du passage en pertes. Cette évaluation est effectuée au niveau de chaque actif.

Les récupérations de montants antérieurement passés en pertes sont comptabilisées en « Gain/(perte) sur dépréciation » au compte de résultat.

Les actifs financiers qui sont passés en pertes pourraient encore faire l'objet d'activités d'exécution afin de se conformer aux procédures de la Banque pour le recouvrement des montants dus.

1.5.12 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la banque a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge relative à une provision est présentée dans le compte de résultat nette de tout remboursement.

1.5.13 Compensation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net comptabilisé au bilan si, et seulement si, il existe un droit légal exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Ce n'est généralement pas le cas des accords-cadres de compensation, et les actifs et passifs correspondants sont présentés bruts au bilan.

1.5.14 Comptabilisation des produits et des charges

Le chiffre d'affaires est comptabilisé dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à ABCIB et où le revenu peut être évalué de façon fiable. Les critères de comptabilisation spécifiques suivants doivent également impérativement être respectés avant comptabilisation du produit.

1.5.14.1 Intérêts et produits/charges assimilés

Selon l'IFRS 9 et l'IAS 39, les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du TIE (taux d'intérêt effectif) pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti et les instruments financiers désignés à la JVCr. Les produits d'intérêts sur les actifs financiers porteurs d'intérêts évalués à JVAERG en vertu de la norme IFRS 9, tout comme les actifs financiers porteurs d'intérêts classés comme disponibles à la vente ou détenus jusqu'à l'échéance en vertu de la norme IAS 39, sont également comptabilisés en utilisant la méthode du TIE. Le TIE est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, quand cela est plus approprié, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif financier.

Le calcul tient compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier et inclut les commissions ou coûts supplémentaires qui sont directement attribuables à l'instrument et qui font partie intégrante du TIE, mais pas les pertes de crédit futures. La valeur comptable de l'actif ou du passif financier est ajustée si ABCIB révisé ses estimations de paiements ou d'encaissements. La valeur comptable ajustée est calculée sur la base du TIE d'origine et la variation de la valeur comptable est comptabilisée en produits ou charges d'intérêts.

Une fois que la valeur comptabilisée d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires soumis à une dépréciation de l'étape 3 a été réduite en raison d'une perte de valeur, les produits d'intérêts sont alors comptabilisés en utilisant le TIE appliqué à la nouvelle valeur comptable (après provision).

Les commissions d'engagement pour les prêts susceptibles d'être tirés et les autres commissions liées au crédit sont reportées (ainsi que les éventuels coûts marginaux) et comptabilisées en ajustement du TIE du prêt. Lorsqu'il est peu probable qu'un prêt soit tiré, les commissions d'engagement de prêt sont comptabilisées sur la durée de l'engagement de façon linéaire.

1.5.14.2 Produits des honoraires et commissions

ABCIB perçoit des revenus tirés des honoraires et commissions d'un large éventail de services qu'elle fournit à ses clients. Les produits des honoraires et commissions sont comptabilisés lorsque ABCIB satisfait à une obligation d'exécution. Ces honoraires comprennent les produits de commissions et d'autres honoraires de gestion et de conseil. Les commissions acquises au titre de la prestation de services sur une période de temps sont provisionnées sur cette période. Les commissions reçues des lettres de crédit et d'acceptation sont comptabilisées à un moment donné à l'issue de la prestation.

Un contrat avec un client donnant lieu à l'enregistrement d'un instrument financier dans les états financiers d'ABCIB peut partiellement entrer dans le périmètre d'application de l'IFRS9 et partiellement dans celui de l'IFRS15. Si c'est le cas, ABCIB applique d'abord l'IFRS9 pour séparer et mesurer la partie du contrat qui entre dans le champ d'application de l'IFRS9, puis applique l'IFRS15 au montant résiduel.

1.5.14.3 Produits de dividendes

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque le droit d'ABCIB de recevoir le paiement est établi.

1.5.14.4 Produit net des activités de marché

Les résultats comprennent tous les gains et pertes de change provenant des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et des produits de taux d'intérêt associés.

1.6 Filiales et entreprises associées

Les participations dans les filiales et entreprises associées sont comptabilisées au coût diminué des pertes de valeur. Les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées en résultat s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de la participation.

1.7 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Ces coûts comprennent les coûts directement attribuables à l'achèvement de l'actif dans son état de fonctionnement prévu.

L'amortissement de chaque immobilisation est calculé de façon à répartir son coût, diminué du montant estimé de sa valeur résiduelle basée sur les prix à la date d'acquisition, de manière linéaire sur sa durée d'utilité prévue, selon les durées suivantes :

Immeubles en pleine propriété	– 35 ans
Terrains	– Les terrains ne sont pas amortis
Améliorations locatives	– 10 ans ou durée du bail si elle est inférieure
Véhicules à moteur, matériel de bureau y compris matériel informatique et logiciels	– 3 à 5 ans
Mobilier de bureau	– 5 ans

À chaque date de clôture, les valeurs comptables des immobilisations sont examinées pour détecter des indices de perte de valeur. En présence d'indices, ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation. La revue de la valeur consiste à comparer la valeur comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, au plus élevé de sa valeur nette de réalisation et de sa valeur d'utilité. La valeur nette réalisable est le montant auquel l'actif peut être vendu à des conditions normales de marché dans un marché ouvert. La valeur d'utilité est calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif à un taux d'actualisation hors taxes fondé sur le marché.

La valeur comptable des immobilisations est dépréciée à concurrence du montant de la dépréciation éventuelle et cette perte est comptabilisée immédiatement en résultat. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement peut être reprise lorsqu'un changement de circonstances entraîne un changement des estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif immobilisé.

La valeur comptable ne peut être augmentée qu'à concurrence du montant auquel l'actif aurait été déprécié avant l'origine. Les valeurs résiduelles des actifs, les durées d'utilité et les modes d'amortissement sont revus à chaque clôture et ajustés de manière prospective le cas échéant.

1.8 Impôts différés

Des impôts différés sont présentés pour les différences temporelles à la date de clôture entre les valeurs fiscales des actifs et passifs et leurs valeurs comptables pour les besoins de l'information financière. Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, sauf :

- lorsque le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice ou la perte imposable.
- En ce qui concerne les différences temporelles imposables associées aux participations dans des filiales, entreprises associées et participations dans des coentreprises, où la date de reprise des différences temporelles peut être maîtrisée et où il est probable que les différences temporelles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, le report en avant des crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables sur lesquels les différences temporelles déductibles pourront être imputées, et le report en avant des crédits d'impôt non utilisés et des pertes fiscales non utilisées, sauf :

- Lorsque l'impôt différé relatif à la différence temporelle déductible résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice ou la perte imposable au moment de la transaction.

En ce qui concerne les différences temporelles déductibles associées aux participations dans des filiales, des entreprises associées et aux intérêts dans des coentreprises, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les différences temporelles s'inverseront dans un avenir prévisible et qu'un bénéfice imposable sera disponible sur lequel les différences temporelles pourront être utilisées.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de tout ou partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôts différés non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable que des bénéfices imposables futurs permettront le recouvrement de l'actif d'impôt différé. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition (et de la législation fiscale) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés relatifs aux éléments comptabilisés en dehors du compte de résultat sont constatés en dehors du compte de résultat. Les impôts différés sont comptabilisés en corrélation avec la transaction sous-jacente soit dans les autres éléments du résultat global, soit directement dans les capitaux propres.

Les actifs d'impôt différé et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compensation entre actifs d'impôt courant et passifs d'impôt courant et que les impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

1.9 Impôts

Les actifs et passifs d'impôt de l'exercice sont évalués au montant que l'on s'attend à recouvrer ou à payer auprès des autorités fiscales. Les taux d'imposition et la législation fiscale utilisés pour calculer les montants sont ceux qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture dans les pays où ABCIB opère et génère des revenus imposables.

1.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en banque et en caisse et les soldes à court terme auprès des banques centrales.

1.11 Contrats de location

1.11.1 Banque agissant en qualité de preneur

Les contrats de location simple sont des contrats de location qui ne transfèrent pas au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. ABCIB a conclu des contrats de location simple dans lesquels les loyers à payer sont imputés au compte de résultat sur une base linéaire sur toute la durée du bail.

1.11.2 Banque agissant en qualité de bailleur

Lorsque la banque est le bailleur en vertu de contrats de location simple, les revenus locatifs sont comptabilisés en « Autres produits d'exploitation » au compte de résultat sur une base linéaire sur toute la durée du contrat de location, déduction faite des avantages accordés aux preneurs.

1.12 Avantages de retraite**1.12.1 Régime de retraite à prestations définies**

ABCIB participe à un régime de retraite à prestations définies, qui impose de verser des cotisations à un fonds géré séparément. Le coût des prestations au titre du régime à prestations définies est déterminé séparément à l'aide de la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées.

Le régime a été fermé à de nouveaux membres en juin 2004, date à partir de laquelle l'affiliation à un régime de retraite à cotisations définies a été mise à la disposition de tous les employés. Le régime a été fermé à l'acquisition future de droits à prestations le 30 septembre 2010.

Le coût des prestations au titre du régime à prestations définies est déterminé séparément en utilisant la méthode d'évaluation actuarielle de crédit des unités de crédit projetées, qui attribue les droits aux prestations pour la période en cours (pour déterminer le coût des services rendus) et pour les périodes en cours et antérieures (pour déterminer la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies) et est basé sur un conseil actuariel. Le coût des services passés est comptabilisé en résultat linéairement sur la période d'acquisition des droits ou immédiatement si les avantages ont été acquis. Lorsqu'un règlement ou une réduction intervient, la variation de la valeur actuelle des passifs du régime et de la juste valeur des actifs du régime reflète le gain ou la perte qui est comptabilisé au compte de résultat. Les écarts actuariels sont comptabilisés intégralement dans l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

L'actif ou le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies au bilan correspond au total de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies (en utilisant un taux d'actualisation qui reflète la structure à long terme de la courbe de rendement au comptant nominale AA de Merrill Lynch), moins le coût des services passés non encore comptabilisé et moins la juste valeur des actifs du régime à partir desquels les obligations doivent être réglées directement. La juste valeur des actifs est basée sur le cours acheteur à l'exception des actifs investis dans le fonds de rendement ciblé qui ont un prix unique. La valeur d'un actif de retraite net est limitée au montant qui peut être recouvré soit par des cotisations réduites soit par des remboursements convenus du régime.

La Haute Cour a publié un jugement le 26 octobre 2018 confirmant que les régimes de retraite anciennement sous-traités (qui incluent le régime britannique à prestations définies) sont tenus d'égaler les prestations afin de tenir compte des différences entre les hommes et les femmes en matière de pensions minimum garanties. La conclusion de cette affaire devrait prendre beaucoup de temps et une estimation de l'impact attendu a donc été faite sur la base des calculs effectués par les actuaires du régime. Un passif supplémentaire figure au bilan et l'impact est comptabilisé en charges dans le compte de résultat. Si l'expérience réelle diffère de cette estimation, la différence sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global dans les années à venir.

1.12.2 Régime de retraite à cotisations définies

ABCIB gère également un régime de retraite à cotisations définies. La contribution due à un régime à cotisations définies est proportionnelle aux services rendus à ABCIB par les employés et est comptabilisée en charge au poste « Charges de personnel » dans le compte de résultat. Les cotisations non payées sont inscrites au passif.

1.13 Avantages à court terme du personnel

Les avantages à court terme du personnel, tels que les salaires, les absences rémunérées et autres avantages, sont comptabilisés sur la base du fait générateur sur la période durant laquelle les employés ont rendu les services au cours de l'exercice. Toutes les charges liées aux avantages du personnel sont comptabilisées au compte de résultat en charges de personnel qui font partie des « frais généraux et administratifs ».

2. Divulgations relatives à la transition

La Banque a appliqué rétrospectivement les changements de méthodes comptables résultant de l'adoption de la norme IFRS 9, sauf dans les cas décrits ci-dessous :

– Les périodes comparatives n'ont pas été retraitées. Une différence dans les valeurs comptables des actifs et passifs financiers résultant de l'adoption de la norme IFRS 9 est comptabilisée dans les réserves consolidées au 1^{er} janvier 2018. En conséquence, les informations présentées pour 2017 ne reflètent pas les exigences de la norme IFRS 9 et ne sont donc pas comparables aux informations présentées pour 2018 selon l'IFRS 9.

– Les évaluations suivantes ont été effectuées sur la base des faits et circonstances qui existaient à la date d'application initiale.

- i. Détermination du modèle économique dans lequel un actif financier est détenu.
- ii. Désignation et révocation des actifs et passifs financiers précédemment désignés comme évalués à la JVCr.
- iii. Évaluation des termes contractuels des flux de trésorerie, c'est-à-dire test SPPI.

Il est supposé que le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative pour les titres de créance présentant un risque de crédit faible à la date de la première application de la norme IFRS 9.

(a) La Banque a procédé à une analyse détaillée de ses modèles économiques pour la gestion des actifs financiers et à une analyse de leurs caractéristiques de flux de trésorerie.

Le tableau suivant rapproche les valeurs comptables des actifs et passifs financiers, de leur ancienne catégorie d'évaluation conformément à l'IAS 39 à leur nouvelle catégorie d'évaluation lors du passage à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 :

Actifs financiers

	Catégorie IAS 39	Catégorie IFRS 9	Valeur comptable IAS 39	Réévaluation PCA	Valeur comptable IFRS 9
			milliers £	milliers £	milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	21 379	–	21 379
Actifs financiers dérivés	JVCR	JVCR	874	–	874
Prêts et avances aux établissements de crédit	Prêts et créances	Coût amorti	1 441 263	-2 029	1 439 234
Prêts et avances à la clientèle*	Prêts et créances	Coût amorti	1 121 735	676	1 122 411
Investissements en dettes - JVAERG	Disponibles à la vente	JVAERG	277 687	-103	277 584
Total des actifs financiers			2 862 938	-1 456	2 861 482
Passifs financiers					
Passifs financiers dérivés	JVCR	JVCR	2 280	–	2 280
Dépôts des banques	Coût amorti	Coût amorti	1 725 984	–	1 725 984
Dépôts de la clientèle	Coût amorti	Coût amorti	399 274	–	399 274
Passifs subordonnés	Coût amorti	Coût amorti	50 000	–	50 000
Total des passifs financiers			2 177 538	–	2 177 538

* La réévaluation des PCA est nette d'une provision pour dépréciation collective de 5,7 millions £ qui n'était comptabilisée précédemment que sur les « Prêts et avances à la clientèle ».

(b) impact sur les résultats non distribués et les autres réserves	Impact de l'adoption de la norme IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018
--	---

	milliers £
Résultats non distribués	
Solde de clôture sous IAS 39 (31 décembre 2017)	257 372
Comptabilisation des PCA IFRS 9 y compris celles évaluées à la JVAERG	-7 112
Impact sur les impôts différés lors de l'adoption de l'IFRS 9	563
Solde d'ouverture selon l'IFRS 9 (1^{er} janvier 2018)	250 823

(c) Rapprochement du solde de la provision pour dépréciation entre IAS 39 et IFRS 9

Le tableau suivant rapproche les provisions pour pertes sur prêts de la période précédente évaluées conformément au modèle de pertes encourues de l'IAS 39 avec la nouvelle provision pour dépréciation évaluée conformément au modèle PCA de l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 :

Catégorie d'évaluation	Provisions pour pertes sur prêts selon l'IAS39 au 31 décembre 2017 milliers £	Réévaluation milliers £	PCA selon l'IFRS 9 au 1 ^{er} janvier 2018 milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	—
Prêts et créances (IAS 39) / Actifs financiers au coût amorti (IFRS 9) :	—	—	—
– Prêts et avances aux établissements de crédit	460	2 029	2 489
– Prêts et avances à la clientèle	22 415	-676	21 739
	22 875	1 353	24 228
Placements en titres de créance disponibles à la vente selon l'IAS39 / actifs financiers de créance à la JVAERG selon l'IFRS 9	—	103	103
	—	103	103
Engagements de crédit et passifs éventuels	569	5 656	6 225
Total	23 444	7 112	30 556

3. Intérêts nets et charges assimilées

	2018 milliers £	2017 milliers £
Produits d'Intérêts		
Prêts et avances aux établissements de crédit	43 568	31 304
Prêts et avances à la clientèle	46 842	32 758
Instruments financiers dérivés	91	163
Autres	1 062	325
	91 563	64 550
Charges d'intérêts		
Dépôts des banques	35 498	24 609
Dépôts de la clientèle	1 906	1 422
Passifs subordonnés	1 965	1 794
Emprunts à terme	6 682	4 740
Autres	1 019	1 094
	47 070	33 659

4. Analyse du compte de résultat par classification

	2018				
	JVCR	Coût amorti	JVAERG	Instruments non financiers	Total
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Intérêts et produits assimilés	–	87 367	4 196	–	91 563
Intérêts et charges assimilées	–	-47 070	–	–	-47 070
Intérêts nets et produits assimilés	–	40 297	4 196	–	44 493
Produits des honoraires et commissions	–	46 553	–	–	46 553
Charges des honoraires et commissions	–	-9 455	–	–	-9 455
Produit net des activités de marché	11	–	–	–	11
Résultat net des autres instruments financiers à la JVCR	2 571	–	–	–	2 571
Autres produits d’exploitation	–	-407	–	15	-392
Total des produits d’exploitation	2 582	76 988	4 196	15	83 781

	2017					
	JVCR	Prêts et créances	Disponibles à la vente et détenus jusqu’à leur échéance	Passifs financiers au coût amorti	Instruments non financiers	Total
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £

Intérêts et produits assimilés	–	61 935	2 615	–	–	64 550
Intérêts et charges assimilées	–	–	–	-33 659	–	-33 659
Intérêts nets et produits assimilés	–	61 935	2 615	-33 659	–	30 891
Produits des honoraires et commissions	–	39 953	–	–	–	39 953
Charges des honoraires et commissions	–	–	–	-7 712	–	-7 712
Produit net des activités de marché	54	–	–	–	–	54
Résultat net des autres instruments financiers à la JVCR	4 844	–	–	–	–	4 844
Autres produits d'exploitation	–	827	–	–	1 255	2 082
Total des produits d'exploitation	4 898	102 715	2 615	-41 371	1 255	70 113

	2018			2017		
	Financement du commerce	IFS	Trésorerie	Financement du commerce	IFS	Trésorerie
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Produits des honoraires et commissions	37 504	9 049	–	30 940	9 012	–
Charges des honoraires et commissions	-8 910	–	-545	-7 017	-145	-549
	28 594	9 049	-545	23 923	8 867	-549

5. Autres produits/(charges) d'exploitation

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Revenus locatifs	256	322
Profit sur cession d'actifs commerciaux	220	827
Produits de dividendes	–	1 079
Autres	-868	-145
	-392	2 082

6. Frais généraux et administratifs

	2018	2017
	milliers £	milliers £
a) Frais de personnel :		
Salaires	29 282	27 163
Charges de sécurité sociale	5 289	3 747
Charges de retraites (note 39)		
– Régimes à cotisations définies	1 696	1 701
Charges de licenciement	646	502
	36 913	33 113
Amortissements	1 386	1 285
Autres charges administratives (dont rémunération du commissaire aux comptes - cf. note 8)	15 589	12 588
	53 888	46 986

Les autres frais administratifs comprennent le loyer des locaux et les coûts des services publics connexes, les honoraires, le système de bureau et les fournitures, y compris les contrats de maintenance et autres.

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Les effectifs moyens mensuels (hors administrateurs) au cours de l'exercice :		
Financement du commerce	51	55
Islamique	9	8
Financement de projets	–	1
Trésorerie	5	4
Siège et support	185	177
	250	245

b) Rémunération des administrateurs :

La rémunération globale des administrateurs d'ABCIB pour l'exercice a été :

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Rémunération globale versée pour les services éligibles	2 028	2 023
Concernant l'administrateur le mieux rémunéré :		
Rémunération globale versée pour les services éligibles	985	925

Le montant à la fin de l'année relatif au montant forfaitaire versé pour l'administrateur le mieux rémunéré au titre du régime de retraite à prestations définies est évalué à 755 672 £.

7. Gain / (perte) sur dépréciation

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Le gain net / (perte nette) de l'exercice au titre des provisions est composé comme suit :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-88	-
Prêts et avances aux établissements de crédit (note 11)	-459	521
Prêts et avances à la clientèle (note 12)	20	264
Dépréciation collective	-	200
Investissements en dette - JVAERG (note 14)	67	-
Garanties financières (hors bilan)	-	-617
Engagements de crédit (hors bilan) (note 28)	-233	-
Récupérations au titre d'avances antérieurement passées en pertes	-	11
Monnaies étrangères	55	-
	-638	379

8. Rémunération du commissaire aux comptes

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Rémunération du commissaire aux comptes :		
audit des états financiers de la société	-464	-294
audit des filiales de la société	-4	-12
services de certification liés à l'audit	-22	-22
Autres services de certification	-15	-15
Autres services non-audit	-	-50
	-505	-393

9. Impôt

	2018	2017
	milliers £	milliers £
Analyse de la charge d'impôt de l'exercice		
Impôts courants :		
Impôt sur les sociétés au Royaume-Uni - Exercice courant	-5 187	-3 401
Ajustement au titre des exercices précédents	87	-3
Crédit pour impôt étranger/autre crédit	109	640
Impôt étranger - Exercice courant	-620	-1 346
Total de l'impôt de l'exercice	-5 611	-4 110
Impôt différé :		
Exercice courant	-411	-942
Ajustement au titre des périodes précédentes	-1	55
Effet de la variation des taux d'imposition	-147	12
Total de l'impôt différé	-559	-875
Charge d'impôt au compte de résultat	-6 170	-4 985
Montants non imputés au compte de résultat		
Impôt différé (charge) / crédit sur le gain / (perte) actuariel du régime de retraite à prestations définies	-605	-329
Facteurs influant sur la charge d'impôt de l'exercice		
Les différences sont expliquées ci-dessous :		
Résultat courant avant impôt	29 255	23 506
Résultat des activités ordinaires multiplié par le taux normal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni de 19 % (2017 : 19,25 %)	-5 559	-4 524
Effet de :		
Charges non déductibles et produits non imposables	-136	176
Régime de groupe	-	-
Impact de la hausse des taux d'imposition à l'étranger	-510	-707
Ajustement de l'exercice précédent	85	52
Impôt différé non comptabilisé, variations des taux d'imposition et montants exonérés	-153	6
Montants non comptabilisés	135	-
Pertes actuarielles des régimes de retraite	-32	12
Charge d'impôt totale au compte de résultat	-6 170	-4 985

10. Analyse des actifs et passifs par catégorie :

	2018				
	JVCR	Coût amorti	JVAERG	Instruments non financiers et autres	Total
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	70 763	–	–	70 763
Participation dans les filiales	–	–	–	33	33
Prêts et avances aux établissements de crédit	–	1 855 187	–	–	1 855 187
Prêts et avances à la clientèle	–	1 414 678	–	–	1 414 678
Investissements en dettes - JVAERG	–	–	265 129	–	265 129
Actifs financiers dérivés	1 905	–	–	–	1 905
Immobilisations corporelles	–	–	–	39 561	39 561
Actif d'impôt courant	–	–	–	322	322
Actif d'impôt différé	–	–	–	2 314	2 314
Comptes de régularisation et actifs divers	–	45 380	–	866	46 246
Total de l'actif	1 905	3 386 008	265 129	43 096	3 696 138
Dépôts des banques	–	2 382 938	–	–	2 382 938
Dépôts de la clientèle	–	432 416	–	–	432 416
Passifs financiers dérivés	2 533	–	–	–	2 533
Autres passifs, comptes de régularisation	–	26 602	–	24 560	51 162
Impôt sur les sociétés	–	–	–	2 369	2 369
Passif du régime de retraite	–	–	–	11 550	11 550
Emprunts à terme	–	275 634	–	–	275 634
Passifs subordonnés	–	50 000	–	–	50 000
Total du passif	2 533	3 167 590	–	38 479	3 208 602

	2017					
	Juste valeur par le biais du compte de résultat	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Passifs financiers au coût amorti	Instruments non financiers et autres	Total
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	21 379	–	–	–	21 379
Prêts et avances aux établissements de crédit	–	1 441 263	–	–	–	1 441 263
Prêts et avances à la clientèle	–	1 121 735	–	–	–	1 121 735
Placements financiers disponibles à la vente	–	–	277 687	–	–	277 687
Actifs financiers dérivés	874	–	–	–	–	874
Immobilisations corporelles	–	–	–	–	39 885	39 885
Actif d'impôt courant	–	–	–	–	–	–
Actif d'impôt différé	–	–	–	–	2 915	2 915
Comptes de régularisation et actifs divers	–	33 920	–	–	7 040	40 960
Total de l'actif	874	2 603 733	277 687	–	49 840	2 946 698
Dépôts des banques	–	–	–	1 725 984	–	1 725 984
Dépôts de la clientèle	–	–	–	399 274	–	399 274
Passifs financiers dérivés	2 280	–	–	–	–	2 280
Autres passifs, comptes de régularisation	–	18 463	–	–	17 899	36 362
Impôt sur les sociétés	–	–	–	–	2 077	2 077
Passif du régime de retraite	–	–	–	–	15 202	15 202
Emprunts à terme	–	–	–	245 827	–	245 827
Passifs subordonnés	–	–	–	50 000	–	50 000
Total du passif	2 280	18 463	–	2 421 085	35 178	2 477 006

11. Prêts et avances aux établissements de crédit

	2018 milliers £	2017 milliers £
Remboursables :		
sur demande	16 535	51 186
dans les trois mois	1 170 174	560 741
entre trois mois et un an	633 460	794 837
entre un et cinq ans	37 869	34 828
après cinq ans	121	131
	1 858 159	1 441 723
Provisions pour dépréciation (IAS39)	–	-460

Provision pour PCA (IFRS9)	-2 972	-
	1 855 187	1 441 263

Une analyse de la valeur comptable brute et des PCA provisionnées correspondantes est présentée ci-dessous :

	2018			
	milliers £ Étape 1	milliers £ Étape 2	milliers £ Étape 3	milliers £ Total
Valeur brute comptable				
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 426 185	14 966	572	1 441 723
Nouveaux actifs émis / achetés	1 847 367	-	-	1 847 367
Actifs totalement remboursés ou décomptabilisés (hors passages en pertes)	-1 496 623	-15 731	-	-1 512 354
Transferts vers l'étape 1	-	-	-	-
Transferts vers l'étape 2	-58 887	58 887	-	-
Transferts vers l'étape 3	-	-	-	-
Remboursements partiels et autres tirages	252	-112	-	140
Montants passés en pertes	-	-	-	-
Ajustements liés aux taux de change et autres	80 438	877	-33	81 282
Au 31 décembre 2018	1 798 732	58 887	539	1 858 159
Provision pour PCA				
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 983	46	460	2 489
Nouveaux actifs émis / achetés	2 434	-	-	2 434
Actifs totalement remboursés ou décomptabilisés (hors passages en pertes)	-1 918	-35	-	-1 953
Transferts vers l'étape 1	-	-	-	-
Transferts vers l'étape 2	-341	341	-	-
Transferts vers l'étape 3	-	-	-	-
Remboursements partiels et autres tirages	-81	-14	-	-95
Modifications des modèles et des données utilisés pour les calculs des PCA	-	-	-	-
Recouvrements	-	-	-	-
Montants passés en pertes	-	-	-	-
Ajustements liés aux taux de change et autres	116	2	-21	97
Au 31 décembre 2018	2 193	340	439	2 972
Valeur nette comptable	1 796 540	58 547	100	1 855 187

12. Prêts et avances à la clientèle

	2018 milliers £	2017 milliers £
Remboursables :		
sur demande	31 119	6 999
dans les trois mois	881 525	620 801
entre trois mois et un an	350 013	200 169
entre un et cinq ans	162 500	307 580
après cinq ans	8 590	9 170
	1 433 747	1 144 719
Provisions pour dépréciation (IAS39)	-	-22 984
Provision pour ECL (IFRS9)	-19 069	-
	1 414 678	1 121 735

ABCIB définit la tolérance (*forbearance*) comme un report temporaire des paiements avant qu'un accord ou une restructuration formelle ne soit conclu entre ABCIB et les clients. En fin d'exercice, aucun des prêts n'avait bénéficié d'une tolérance (2017 : aucun).

Une analyse de la valeur brute comptable et des PCA provisionnées correspondantes est présentée ci-dessous :

	2018			
	milliers £ Étape 1	milliers £ Étape 2	milliers £ Étape 3*	milliers £ Total
Valeur brute comptable				
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 048 077	78 929	17 713	1 144 719
Nouveaux actifs émis / achetés	1 192 528	-	-	1 192 528
Actifs totalement remboursés ou décomptabilisés (hors passages en pertes)	-879 905	-58 699	-	-938 604
Transferts vers l'étape 1	10 454	-10 454	-	-
Transferts vers l'étape 2	-114 366	114 366	-	-
Transferts vers l'étape 3	-	-	-	-
Remboursements partiels et autres tirages	-20 615	-2 421	-	-23 036
Montants passés en pertes	-	-	-3 574	-3 574
Ajustements liés aux taux de change et autres	56 603	4 624	487	61 714

Au 31 décembre 2018	1 292 777	126 344	14 626	1 433 747
Provision pour PCA				
Au 1 ^{er} janvier 2018	1 513	3 512	16 715	21 740
Nouveaux actifs créés / achetés	4 217	—	—	4 217
Actifs totalement remboursés ou décomptabilisés (hors passages en pertes)	-930	-3 319	—	-4 249
Transferts vers l'étape 1	43	-43	—	—
Transferts vers l'étape 2	-2 940	2 940	—	—
Transferts vers l'étape 3	—	—	—	—
Remboursements partiels et autres tirages	-59	-165	—	-224
Modifications des modèles et des données utilisés pour les calculs des PCA	—	—	—	—
Recouvrements	—	—	—	—
Montants passés en pertes	—	—	-3 574	-3 574
Ajustements liés aux taux de change et autres	89	205	865	1 159
Au 31 décembre 2018	1 932	3 131	14 006	19 069
Valeur nette comptable	1 290 844	123 214	620	1 414 678

* 242 k£ de rehaussement du crédit via la garantie des agences de crédit à l'exportation.

13. Placements financiers - disponibles à la vente

	2018 milliers £	2017 milliers £
Cotés (investissements en dettes)	—	277 687
À moins d'un an	—	181 463
Échéance entre un et deux ans	—	36 990
Échéance entre deux et cinq ans	—	59 234
	—	277 687

Tous les placements financiers disponibles à la vente sont des titres de créance émis par des États ou des entités privées.

La variation des placements financiers disponibles à la vente s'analyse comme suit :

	2018 milliers £	2017 milliers £
Au 1 ^{er} janvier	—	321 055
Acquisitions	—	171 959
Remboursements et cessions	—	-202 342
Variation de juste valeur	—	24
Variations de change	—	-13 009
Au 31 décembre	—	277 687

14. Investissements en dettes - JVAERG

	2018 milliers £	2017 milliers £
Cotés (investissements en dettes)	265 129	—
À moins d'un an	112 845	—
Échéance entre un et deux ans	113 590	—
Échéance entre deux et cinq ans	38 694	—
	265 129	—

Tous les instruments de dette sont émis par des États et des entités privées.

La variation des investissements en dette est la suivante :

	2018 milliers £	2017 milliers £
Au 1 ^{er} janvier	277 687	—
Acquisitions	202 892	—
Remboursements et cessions	-217 808	—
Variation de juste valeur	-600	—
Variations de change	2 994	—
Provision pour PCA	-36	—
Au 31 décembre	265 129	—

	2018				2017
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £

	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Total
Titres de créance, bruts	265 165	–	–	265 165	–
Provision pour PCA	36	–	–	36	–
	265 129	–	–	265 129	–

La répartition par étape est la suivante à la date de transition à l'IFRS 9 :

	1 ^{er} janvier 2018			
	milliers £	milliers £	milliers £	milliers £
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Titres de créance, bruts	277 687	–	–	277 687
Provision pour PCA	103	–	–	103
	277 584	–	–	277 584

15. Participations dans des entreprises du groupe

ABCIB détient les participations suivantes dans des filiales :

	Nature de l'activité	Pays d'immatriculation	% de détention
Alphabet Nominees Limited	Société de représentation	Angleterre	100 %
Abcint Nominees Limited	Société de représentation	Angleterre	100 %
ABCIB Islamic Asset Management Limited	Services de conseil	Angleterre	100 %
ABCIB Leasing Limited	Société de négoce d'actifs	Angleterre	100 %
ABC Investment Holdings Limited	Holding immobilière	Angleterre	100 %
Arab Holding SA	Services financiers	France	99,9 %

L'adresse du siège social de l'ensemble de ces entités est la même que celle d'ABCIB, à l'exception de Arab Holding SA, dont le siège social est situé au 8, rue Halévy, Paris, 75009, France.

16. Actifs financiers dérivés

	2018 milliers £	2017 milliers £
Swaps de taux	–	33
Contrats de change	1 905	841
	1 905	874

17. Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions en pleine propriété milliers £	Améliorations locatives milliers £	Mobilier et agencement milliers £	Matériel de bureau milliers £	Véhicules à moteur milliers £	Total milliers £
Coût :						
Au 1 ^{er} janvier 2018	37 406	2 396	2 498	10 129	131	52 560
Acquisitions	–	91	209	758	–	1 058
Sorties	–	–	–	–	–	–
Écarts de change et autres ajustements	–	1	4	42	1	48
Au 31 décembre 2018	37 406	2 488	2 711	10 929	132	53 666
Amortissements :						
Au 1 ^{er} janvier 2018	844	879	1 483	9 382	87	12 675
Dotation de l'exercice	563	200	276	335	12	1 386
Sorties	–	–	–	–	–	–
Écarts de change et autres ajustements	–	–	3	40	1	44
Au 31 décembre 2018	1 407	1 079	1 762	9 757	100	14 105
Valeur nette comptable						
Au 31 décembre 2018	35 999	1 409	949	1 172	32	39 561
Au 31 décembre 2017	36 562	1 517	1 015	747	44	39 885

Les « terrains et bâtiments en pleine propriété » comprennent des terrains pour un montant de 18,0 millions £, qui ne sont pas amortis.

18. Actif d'impôt différé

	2018 milliers £	2017 milliers £
Au 1 ^{er} janvier	2 915	4 119
Impact de l'adoption de la norme IFRS9	563	–
Crédit / (charge) d'impôt différé comptabilisé au compte de résultat de l'exercice	-559	-875

Crédit / (charge) d'impôt différé comptabilisé en AERG de la période au titre du régime de retraite	-605	-329
Au 31 décembre	2 314	2 915
Les principales composantes de l'actif d'impôt différé sont les suivantes :		
Impôt différé sur l'impact initial de l'IFRS9	453	–
Actif au titre de différences temporaires hors négociation	–	84
Dettes sur différences temporaires	90	-3
Passif au titre des amortissements accélérés	-193	-87
Actif d'impôt différé sur les retraites	1 964	2 921
	2 314	2 915

Il existe un actif d'impôt différé non comptabilisé de 1,04 million £ (au taux d'imposition de 17 %) relatif à des impôts étrangers bruts non déductibles de 6,1 millions £ (2017 : 5,6 millions £) et des différences temporaires de 12,0 millions £ (2017 : 12,0 millions £) résultant de pertes fiscales reportées. Il existe également des montants non comptabilisés concernant les succursales à l'étranger (immobilisations corporelles, différences temporelles) qui totalisent 699 k£. La direction a procédé à un examen de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé en tenant compte des bénéfices prévisionnels des trois prochaines années. Les hypothèses utilisées pour établir ces prévisions ont fait l'objet d'une série de tests de résistance afin de s'assurer que les prévisions se situent dans une fourchette raisonnable de résultats.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La loi de finances n°2 2015 a abaissé le taux d'imposition à 19 % (entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017) et la loi de finances 2016 a encore réduit le taux d'imposition à 17 % (entrée en vigueur le 1^{er} avril 2020). Ces évolutions du principal taux d'imposition sont intervenues à la date de clôture et sont reflétées dans les soldes d'impôt différé.

19. Comptes de régularisation et débiteurs divers

	2018 milliers £	2017 milliers £
Intérêts à recevoir	18 612	12 649
Comptes de régularisation de l'actif	2 386	3 633
Autres	25 248	24 678
	46 246	40 960

20. Dépôts des banques

	2018 milliers £	2017 milliers £
Remboursables :		
sur demande*	489 435	157 979
dans les trois mois	561 376	415 623
entre trois mois et un an*	1 025 413	775 073
entre un et cinq ans*	306 321	377 233
plus de cinq ans*	393	76
	2 382 938	1 725 984

*Les données comparatives des années précédentes ont été mis à jour conformément aux accords contractuels pour refléter la présentation de l'exercice courant. Les soldes précédents pour les lignes « sur demande », « entre trois mois et un an », « entre un an et cinq ans » et « plus de cinq ans » étaient respectivement de 911 049 £, 693 675 £, 343 020 £ et aucun.

21. Dépôts de la clientèle

	2018 milliers £	2017 milliers £
Remboursables :		
sur demande*	118 784	72 805
dans les trois mois	275 805	262 267
entre trois mois et un an*	37 828	64 202
	432 417	399 274

22. Passifs financiers dérivés

	2018 milliers £	2017 milliers £
Swaps de taux	182	194
Contrats de change	2 351	2 086
	2 533	2 280

23. Autres passifs, comptes de régularisation

	2018 milliers £	2017 milliers £
Intérêts à payer	4 348	3 899
Comptes de régularisation du passif	15 026	12 984

Charges fiscales et sociales	1 569	443
Autres	30 219	19 036
	51 162	36 362

24. Emprunts à terme

	2018 milliers £	2017 milliers £
Remboursables :		
à un an au plus	79 847	71 990
entre un et deux ans	195 787	44 370
entre deux et cinq ans	–	129 467
	275 634	245 827

Les intérêts sur tous les emprunts à terme sont calculés par référence au LIBOR plus des marges qui sont réévaluées mensuellement. Si le LIBOR n'était plus coté, il serait remplacé par une convention équivalente acceptable pour le marché.

25. Passifs subordonnés

Les prêts suivants ne sont pas garantis et sont subordonnés au droit de payer les créanciers ordinaires, notamment les déposants :

	2018 milliers £	2017 milliers £
Dette subordonnée de 50 millions GBP portant intérêt au LIBOR à trois mois plus 3,25 %	50 000	50 000
	50 000	50 000

Le 2 décembre 2015, ABCIB a émis un FRN de 50 millions £ remboursable au pair le 31 décembre 2025.
Les passifs subordonnés sont dus à la société mère ultime.

26. Capitaux propres

Actions ordinaires d'un nominal de 1 £	Autorisé	Emis
Au 1 ^{er} janvier 2018	300 000	212 296
Au 31 décembre 2018	300 000	212 296

27. Fonds propres réglementaires (non audités)

L'adéquation des fonds propres d'ABCIB est suivie en utilisant, entre autres mesures, les règles et ratios établis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire et adoptés par la Prudential Regulation Authority (PRA) dans le cadre du contrôle des banques.

La politique d'ABCIB est de maintenir une base de fonds propres solide pour soutenir le développement de son activité et répondre en permanence aux exigences de fonds propres réglementaires. Les principales formes de fonds propres sont le capital appelé, les capitaux propres et la dette subordonnée.

La PRA supervise ABCIB et à ce titre reçoit d'ABCIB des informations sur l'adéquation de ses fonds propres. La PRA impose à chaque banque de maintenir un ratio de fonds propres totaux sur actifs pondérés en fonction des risques prescrit individuellement, en tenant compte à la fois des actifs du bilan et des opérations hors bilan. ABCIB a pleinement respecté les exigences réglementaires en matière d'adéquation des fonds propres en 2018 et 2017.

Les fonds propres d'ABCIB sont divisés en deux niveaux :

Les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*) sont constitués des capitaux propres.

Les fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) comprennent une provision pour dépréciation collective et le prêt subordonné de 50 millions £ accordé par la société mère.

Les passifs subordonnés ne peuvent dépasser 50 % des fonds propres de catégorie 1.

Les activités bancaires sont classées soit dans le portefeuille de négociation soit dans le portefeuille bancaire et les actifs pondérés en fonction du risque sont déterminés en conséquence. Les actifs du portefeuille bancaire pondérés en fonction du risque sont évalués au moyen d'une hiérarchie de pondérations classées selon la nature de chaque actif et de chaque contrepartie, en tenant compte des garanties ou sûretés éligibles.

Les éléments hors bilan du portefeuille bancaire donnant lieu à un risque de crédit se voient attribuer des pondérations adaptées à la catégorie de la contrepartie, en tenant compte des garanties ou sûretés éligibles. Les actifs pondérés en fonction du risque du portefeuille de négociation sont déterminés en tenant compte des risques liés au marché tels que les risques des positions de change et de taux d'intérêt et le risque de contrepartie.

Structure du capital

	2018 milliers £	2017 milliers £
Capital souscrit	212 296	212 296
Résultats non distribués	275 816	257 372
Dispositions transitoires IFRS 9*	6 222	–
Dividende prévisible	-5 771	–
Autres ajustements réglementaires	-1 298	-639
Fonds propres de catégorie 1	487 265	469 029
	2018 milliers £	2017 milliers £

Ratio de fonds propres de catégorie 1	16,6 %	18,2 %
Dépréciations collectives**	–	5 700
Passif subordonné	50 000	50 000
Fonds propres de catégorie 2	50 000	55 700
Total des fonds propres réglementaires	537 265	524 729
Actifs pondérés en fonction du risque		
Risque de crédit et de contrepartie	2 795 003	2 440 680
Risque opérationnel	140 618	125 926
Risque de marché	5 246	7 421
Total	2 940 867	2 574 027
Actifs pondérés en fonction du risque compris dans les totaux ci-dessus au titre :		
- des passifs éventuels	433 182	451 148
- des engagements	184 622	172 190
Ratio de capital réglementaire	%	%
Total des fonds propres	18,3 %	20,4 %

Les fonds propres de catégorie 1 intègrent le résultat des années concernées.

* Dispositions transitoires conformément au règlement 2017/2395 de l'ABE et à l'article 473a du CRR, le ratio de fonds propres total hors dispositions transitoires est de 18,06 %.

** Les dispositions de l'IAS39 sont à présent remplacées par celles de l'IFRS9.

28. Engagements de crédit et éléments éventuels

Les engagements de crédit et les éléments éventuels comprennent les engagements d'octroi de crédit, les lettres de crédit stand-by, les acceptations et les garanties, qui sont structurés pour répondre aux différentes exigences des clients.

A la date de clôture, l'encours en principal était le suivant :

	2018 milliers £	2017 milliers £
Passifs éventuels	1 723 031	1 269 850
Engagements	333 655	323 994
	2 056 686	1 593 844

Les valeurs comptables brutes et les provisions pour PCA correspondantes s'analysent comme suit :

	2018			
	milliers £ Étape 1	milliers £ Étape 2	milliers £ Étape 3*	milliers £ Total
Valeur brute comptable				
Au 1 ^{er} janvier	1 392 597	200 678	569	1 593 844
Nouvelles expositions	1 410 565	–	–	1 410 565
Expositions arrivées à échéance	-704 824	-110 188	–	-815 011
Transferts vers l'étape 1	71 251	-71 251	–	–
Transferts vers l'étape 2	-19 629	19 629	–	–
Transferts vers l'étape 3	–	-10 196	10 196	–
Remboursements partiels et autres tirages	-227 152	1 116	–	-226 036
Montants passés en pertes	–	–	–	–
Ajustements liés aux taux de change et autres	81 577	11 712	36	93 325
Au 31 décembre	2 004 384	41 501	10 801	2 056 686
Provision pour PCA				
Au 1 ^{er} janvier	2 959	2 697	569	6 225
Nouvelles expositions	769	–	–	769
Expositions arrivées à échéance	-539	-974	–	-1 513
Transferts vers l'étape 1	249	-249	–	–
Transferts vers l'étape 2	-23	23	–	–
Transferts vers l'étape 3	–	-964	964	–
Amortissements partiels et autres tirages	-1 890	137	–	-1 753
Montants passés en pertes	–	–	–	–
Impact sur les PCA en fin d'exercice des expositions transférées entre étapes	–	–	2 365	2 365
Ajustements liés aux taux de change et autres	173	158	33	364
Au 31 décembre	1 698	828	3 931	6 457

* 3,093 millions £ de rehaussements de crédit via la garantie des organismes de crédit à l'exportation.

La Banque s'attend à ce que les passifs éventuels ou engagements ne soient pas tous tirés avant l'expiration des engagements.

29. Contrats de location**Engagements de location simple - Banque agissant en qualité de preneur**

La Banque a conclu plusieurs contrats commerciaux de **location** de locaux et d'autres équipements.

Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 décembre sont les suivants :

	2018 milliers £	2017 milliers £
À un an au plus	1 162	1 023
Après un an mais pas plus de cinq ans	3 527	2 816
Plus de cinq ans	849	700
	5 538	4 540

Contrats de location simple - Banque agissant en qualité de bailleur

La Banque agit en qualité de bailleur pour les baux commerciaux de locaux concernant ABC House.

Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 décembre sont les suivants :

	2018 milliers £	2017 milliers £
À un an au plus	375	308
Après un an mais pas plus de cinq ans	863	1 016
	1 238	1 324

30. Contrats sur instruments financiers**a) Instruments financiers dérivés**

Les contrats dérivés sont des instruments financiers qui tirent leur valeur d'un cours ou d'un cours sous-jacent. ABCIB a conclu divers contrats dérivés pour son compte propre, à titre de transaction ou de couverture. Les opérations de négociation comprennent l'ensemble des opérations pour le compte des clients et pour compte propre et les opérations de couverture économique s'y rapportant. Les opérations de couverture sont des instruments dérivés ayant pour objectif la couverture économique spécifique d'asymétries de taux d'intérêt et d'expositions au risque de change. Une description de l'utilisation des instruments dérivés par ABCIB et une description de son approche en matière de gestion des risques figurent dans le rapport du directeur général pour l'exercice.

Les couvertures mises en place par ABCIB et constituant des couvertures économiques sont traitées en tant que « Dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

La compensation n'a pas été prise en compte dans les chiffres donnés ci-dessous. Aucun de ces montants n'a pour objet de donner une indication sur d'éventuels gains ou pertes futurs. La juste valeur est le montant auquel un actif ou un passif pourrait être échangé dans des conditions de concurrence normale entre des parties informées, autrement qu'en cas de vente forcée.

Les contrats à terme sont des accords contractuels prévoyant l'achat et la vente d'un instrument financier donné à un prix et à une date déterminés dans le futur. Les contrats à terme sont des contrats sur mesure conclus sur le marché de gré à gré. Les contrats à terme normalisés sont traités pour des montants standardisés sur des marchés réglementés et sont soumis à des exigences journalières de marge en espèces.

Les contrats d'échange (*swaps*) sont des accords contractuels conclus entre deux parties en vue de procéder à des échanges de taux d'intérêt ou de change et d'indices d'actions, et (dans le cas de swaps sur défaut de crédit) à des paiements au titre d'événements de crédit définis sur la base de montants notionnels précis.

Outre les instruments financiers dérivés, ABCIB utilise les emprunts en devises comme couverture économique de certains placements en actions libellés en devises (note 14).

Le tableau ci-dessous présente les justes valeurs des instruments financiers dérivés, comptabilisés en actifs ou passifs, ainsi que leurs montants notionnels. Le montant notionnel, enregistré en valeur brute, est le montant de l'actif, du taux de référence ou de l'indice sous-jacent d'un dérivé et est la base sur laquelle les variations de valeur des dérivés sont évaluées. Les montants notionnels indiquent le volume des transactions à la fin de l'année et n'indiquent ni le risque de marché ni le risque de crédit.

La juste valeur a été déterminée à l'aide de modèles de flux de trésorerie actualisés en appliquant des taux d'intérêt ajustés en fonction du risque appropriés.

	2018			2017		
	JV - Actifs milliers £	JV - Passifs milliers £	Notionnel milliers £	JV - Actifs milliers £	JV - Passifs milliers £	Notionnel milliers £
i) Dérivés à la juste valeur par le biais du compte de résultat						
Contrats de change à terme et swaps de taux d'intérêt						
Total au 31 décembre 2018	1 905	2 533	400 018	874	2 280	385 886

ABCIB a recours à des contrats de swap de taux d'intérêt pour se couvrir contre les variations de taux d'intérêt de certains prêts et avances à la clientèle, des dépôts de la clientèle et des passifs subordonnés. La juste valeur des instruments de couverture est communiquée ci-dessus. La principale contrepartie de ces contrats de swaps est la société mère. Au 31 décembre 2018, aucune des couvertures par swap de taux d'intérêt ne répondait aux critères de la comptabilité de couverture.

ii) Juste valeur

Le portefeuille de négociation d'ABCIB comprend uniquement des dérivés de change qui ont été inclus au bilan à la juste valeur et présentés au paragraphe (a)(i) de cette note.

iii) Révision des taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous récapitule les décalages dans le portefeuille autre que de négociation entre les dates auxquelles les intérêts à recevoir sur les actifs et les intérêts à payer sur les passifs sont revalorisés aux taux du marché ou, si elles tombent avant, les dates d'échéance de l'instrument. Les débiteurs et crédateurs à court terme sont inclus dans le tableau ci-dessous.

	2018						
	Pas plus de 3 mois M€	Plus de 3 mois, mais pas plus de 6 mois M€	Plus de 6 mois, mais pas plus de 1 an M€	Plus d'1 an, mais pas plus de 5 ans M€	Plus de 5 ans M€	Ne portant pas intérêt M€	Total M€
Actifs							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70,9	–	–	–	–	-0,1	70,8
Participation dans les filiales	–	–	–	–	–	–	–
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 603,0	167,1	80,7	6,9		-2,6	1 855,1
Prêts et avances à la clientèle	1 202,0	196,0	13,6	20,2		-17,2	1 414,6
Investissements en dettes - JVAERG	215,2	50,0	–	–	–	–	265,2
Instruments financiers dérivés, actifs d'impôt différé, acomptes, produits à recevoir et autres actifs	–	–	–	–	–	50,8	50,8
Immobilisations	–	–	–	–	–	39,6	39,6
Total de l'actif	3 091,1	413,1	94,3	27,1	–	70,5	3 696,1
Dettes et capitaux propres							
Dépôts des banques	1 947,8	35,3	399,9		–	–	2 383,0
Dépôts de la clientèle	394,6	36,1	1,7	–	–	–	432,4
Passifs financiers dérivés, autres passifs, comptes de régularisation, passif d'impôt courant et passif au titre des régimes de retraite	–	–	–	–	–	67,6	67,6
Emprunts à terme et dettes subordonnées	275,6	50,0	–	–	–	–	325,6
Capitaux propres	–	–	–	–	–	487,5	487,5
Total des dettes et des capitaux propres	2 618,0	121,4	401,6	–	–	555,1	3 696,1
Position nette	473,1	291,7	-307,3	27,1	-	-484,6	
Hors bilan	–	–	–		–	–	
Écart dû à la sensibilité aux taux d'intérêt	473,1	291,7	-307,3	27,1	–	-484,6	
Écart cumulé	473,1	764,8	457,5	484,6	484,6	–	

	2017						
	Pas plus de 3 mois M€	Plus de 3 mois, mais pas plus de 6 mois M€	Plus de 6 mois, mais pas plus de 1 an M€	Plus d'1 an, mais pas plus de 5 ans M€	Plus de 5 ans M€	Ne portant pas intérêt M€	Total M€
Actifs							
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21,4	–	–	–	–	–	21,4
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 174,8	105,7	137,7	23,1		-0,0	1 441,3
Prêts et avances à la clientèle	950,9	128,2	24,6	35,8		-17,8	1 121,7
Placements financiers disponibles à la vente	202,0	75,7	–	–	–	–	277,7
Instruments financiers dérivés, actifs d'impôt différé, acomptes, produits à recevoir et autres actifs	–	–	–	–	–	44,8	44,8
Immobilisations	–	–	–	–	–	39,9	39,9
Total de l'actif	2 349,0	309,6	162,3	58,9	–	66,8	2 946,7
Dettes et capitaux propres							
Dépôts des banques	1 602,0	3,7	55,5	64,8	–	–	1 726,0
Dépôts de la clientèle	335,1	45,6	18,6	–	–	–	399,3
Passifs financiers dérivés, autres passifs, comptes de régularisation, passif d'impôt courant et passif au titre des régimes de retraite	–	–	–	–	–	55,9	55,9
Emprunts à terme et dettes subordonnées	295,8	–	–	–	–	–	295,8
Capitaux propres	–	–	–	–	–	469,7	469,7
Total des dettes et des capitaux propres	2 232,9	49,3	74,1	64,8	–	525,6	2 946,7
Position nette	116,1	260,3	88,2	-5,9	–	-458,7	
Hors bilan	7,3	–	-7,3		–	–	
Écart dû à la sensibilité aux taux d'intérêt	123,4	260,3	80,9	-5,9	–	-458,7	
Écart cumulé	123,4	383,7	464,7	458,7	458,7	–	

31. Juste valeur des autres instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente une comparaison par classe des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers d'ABCIB figurant dans les états financiers. Le tableau ne comprend pas les justes valeurs des actifs non financiers et des passifs non financiers.

	2018				2017		
	Niveau dans la hiérarchie des JV milliers £	Valeur comptable milliers £	Juste valeur milliers £	Gain/(perte) non comptabilisé(e) milliers £	Valeur comptable milliers £	Juste valeur milliers £	Gain/(perte) non comptabilisé(e) milliers £
Actifs financiers							
Prêts et avances aux établissements de crédit	3	1 855 187	1 776 878	-78 309	1 441 263	1 422 473	-18 790
Prêts et avances à la clientèle	3	1 414 678	1 348 454	-66 224	1 121 735	1 118 304	-3 431
Placements financiers disponibles à la vente	1	–	–	–	277 687	277 687	–

Investissements en dettes - JVAERG	1	265 129	265 129	–	–	–	–
Actifs financiers dérivés	2	1 905	1 905	–	874	874	–
Autres	2	22 254	22 254	–	14 564	14 564	–
Passifs financiers							
Dépôts des banques	3	2 382 938	2 239 626	143 312	1 725 984	1 634 773	91 211
Dépôts de la clientèle	3	432 416	425 085	7 331	399 274	396 441	2 833
Emprunts à terme	3	275 634	202 529	73 105	245 827	227 221	18 606
Passifs subordonnés	3	50 000	49 477	523	50 000	53 962	-3 962
Passifs financiers dérivés	2	2 533	2 533	–	2 280	2 280	–
Autres	2	22 254	22 254	–	14 564	14 564	–
				79 738			86 467

Les actifs et passifs financiers sont classés en niveaux 1 à 3 en utilisant la hiérarchie des justes valeurs qui reflète les données importantes utilisées pour l'évaluation. Les instruments financiers de niveau 1 ont des prix cotés sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques. Les données des instruments de niveau 2 sont des données, autres que des prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables, directement ou indirectement, pour les actifs ou les passifs. Les données des instruments financiers de niveau 3 sont des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables. Les méthodes et hypothèses utilisées pour déterminer les justes valeurs des instruments financiers qui ne sont pas déjà comptabilisées à la juste valeur dans les états financiers sont décrites ci-dessous.

Pour les actifs et passifs financiers liquides ou ayant une échéance à court terme (moins de trois mois), les valeurs comptables sont supposées proches de leur juste valeur. Cette hypothèse est également appliquée aux dépôts à vue sans échéance spécifique et aux instruments financiers à taux variable de haute qualité de crédit.

La juste valeur des actifs et passifs financiers à taux variable ou fixe est estimée à partir d'approches par la valeur actualisée, selon lesquelles les flux de trésorerie futurs de l'actif ou du passif sont estimés puis actualisés au moyen de taux d'intérêt ajustés fondés sur des instruments ayant des caractéristiques de risque et de devise similaires.

32. Risques de marché et de liquidité

Le risque de marché et le risque de liquidité sont définis comme suit :

Le risque de marché désigne le risque que font courir à la Banque les variations des prix du marché, notamment les variations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des matières premières.

Le risque de liquidité est le risque qui pèse sur les bénéfices, les fonds propres et la solvabilité de la Banque, résultant d'une incapacité à honorer des paiements contractuels ou autres obligations financières à leur date d'échéance ou de l'incapacité à financer (à un coût raisonnable) le portefeuille d'actifs et les besoins commerciaux de la Banque (et, par extension, les besoins de ses clients).

Risque de marché

La Banque utilise différentes techniques et indicateurs de risque de marché pour gérer le portefeuille d'investissement et de négociation de la Banque en fixant des limites qui sont surveillées quotidiennement par le directeur du risque de marché & directeur de la trésorerie. La Banque utilise la valeur en risque (*value at risk* ou VaR) historique comme un des indicateurs, avec un niveau de confiance de 99 % et une période de détention d'un jour, selon lesquels les positions sont réévaluées quotidiennement sur la base de données de marché historiques. La Banque utilise la technique de la valeur du point de base (*Basis Point Value* ou BPV) pour mesurer et surveiller la sensibilité du portefeuille bancaire aux taux d'intérêt, qui sont surveillés quotidiennement au niveau de la banque ainsi que par rapport à un ensemble de limites.

La Banque a un petit portefeuille de négociation pour les instruments de change au comptant et à terme, dont la négociation se situe dans une limite modeste en termes de VaR et d'autres paramètres de risque de marché.

La Banque a recours à des instruments dérivés afin de réduire son exposition aux risques de marché dans le cadre de sa gestion actif-passif. Pour ce faire, la conclusion d'instruments dérivés qui couvrent le risque de perte de trésorerie due à des asymétries d'échéances, de taux d'intérêts et de devises par rapport à l'actif et au passif. Les contrats à terme normalisés, les accords de taux futurs et les accords d'échange de taux d'intérêt et de devises sont les instruments les plus couramment utilisés à cet effet. Les positions ouvertes sont relativement petites et sont réévaluées régulièrement.

Le risque de marché est examiné dans l'ALCO.

Expositions en VaR d'ABCIB :

	2018		2017	
	Maximum milliers £	Maximum milliers £	Maximum milliers £	Maximum milliers £
Négociation	29	0	3	0
Banque	5 916	1 519	11 039	324

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qui pèse sur les bénéfices, les fonds propres et la solvabilité d'ABCIB, résultant d'une incapacité à honorer des paiements contractuels et autres obligations financières à leur date d'échéance ou de l'incapacité à financer (à un coût raisonnable) le portefeuille d'actifs et les besoins commerciaux de la Banque (et, par extension, les besoins de ses clients). Ce risque peut se présenter ou non en raison de problèmes spécifiquement liés à la Banque elle-même.

La liquidité, ou la disponibilité de ressources financières suffisantes, est un élément essentiel du cadre de gestion d'ABCIB. Afin d'éviter une exposition inutile au financement à court terme pour faire face à ses obligations de trésorerie, ABCIB utilise un processus de gestion des écarts de financement, maintient un coussin d'actifs liquides de haute qualité et gère un plan de financement d'urgence.

Les prévisions de financement sont effectuées par le trésorier qui est chargé de la gestion quotidienne de la liquidité. L'approche d'ABCIB en matière de suivi de la liquidité implique une structure de limites pour contrôler les asymétries de liquidité, en particulier les périodes allant du « lendemain » au « plus d'1 an ». Les

asymétries de liquidité sont calculées sur la base de l'ensemble des succursales d'ABCIB pour tous les actifs et tous les passifs, ainsi qu'une provision pour engagements non tirés.

L'ALCO est le principal responsable de la surveillance de la gestion du risque de liquidité.

Analyse des passifs financiers par échéances résiduelles

Le tableau ci-dessous résume l'échéance des passifs financiers d'ABCIB au 31 décembre 2018 sur la base des obligations contractuelles de remboursement non actualisées. Les remboursements soumis à préavis sont traités comme si le préavis était donné immédiatement. Cependant, ABCIB s'attend à ce que de nombreux clients ne demandent pas le remboursement à la date la plus proche à laquelle ABCIB pourrait être tenue de payer et le tableau ne reflète pas les flux de trésorerie attendus indiqués par l'historique de rétention des dépôts d'ABCIB.

	2018				
	Pas plus de 3 mois milliers £	Plus de 3 mois, mais pas plus de 1 an milliers £	Plus d'1 an, mais pas plus de 5 ans milliers £	Plus de 5 ans milliers £	Total milliers £
Passifs financiers					
Dépôts des banques, clients, emprunts à terme et passifs subordonnés	1 490 245	1 098 241	502 108	50 393	3 140 987
Passifs financiers dérivés	2 432	–	–	101	2 533
Engagements	37 336	63 126	233 192	–	333 654
Garanties financières	205 921	128 797	56 327	11 861	402 906
Autres	22 254	–	–	–	22 254

	2017				
	Pas plus de 3 mois milliers £	Plus de 3 mois, mais pas plus de 1 an milliers £	Plus d'1 an, mais pas plus de 5 ans milliers £	Plus de 5 ans milliers £	Total milliers £
Dépôts des banques, clients, emprunts à terme et passifs subordonnés	944 229	883 191	569 570	64 354	2 461 344
Passifs financiers dérivés	1 601	679	–	–	2 280
Engagements	10 940	99 162	213 892	–	323 994
Garanties financières	214 608	109 032	100 841	15 557	440 038
Autres	14 564	–	–	–	14 564

33. Risque de crédit

Le risque de crédit se définit comme le risque de perte de principal ou de perte d'un gain financier résultant d'un manquement de la part d'un emprunteur à rembourser un prêt ou à honorer une autre obligation contractuelle.

Le risque de crédit est géré par le Comité de crédit d'ABCIB (« IBCC »), qui est le principal organe de décision d'ABCIB en matière de risque de crédit. Les rôles et responsabilités de l'IBCC sont les suivants :

- Examen et décision des propositions de crédit conformément à ses délégations de pouvoirs.
- Examiner et approuver les notations de risque interne (Internal Risk Ratings ou IRR) et tout dérogation éventuelle.
- Examiner et approuver la politique des risques pays, la politique d'atténuation des risques de crédit, la politique en matière d'expositions importantes et la politique en matière de provisions
- Examiner et approuver d'autres politiques, des critères d'acceptation des risques et des notes d'orientation.
- Examiner et approuver les modèles de crédit et IFRS9 pertinents.
- Examiner et approuver les provisions pour dépréciation du crédit.
- Examiner et recommander la politique de crédit d'ABCIB
- Examen du portefeuille de crédit.
- Examen des ressources et infrastructures de crédit.
- Déléguer ses pouvoirs à un sous-comité.
- Revoir annuellement son mandat

Le premier niveau de défense contre le risque de crédit est constitué par la contrepartie, le pays, le secteur d'activité et d'autres limites de seuil de risque. Les limites de crédit sont prudentes, sur la base de pratiques standards d'atténuation et de contrôle du crédit.

Les chargés de relations sont responsables de la gestion quotidienne des expositions de crédit existantes et de l'examen périodique des risques du client et des risques associés. L'unité centrale du crédit est responsable de l'examen indépendant de tous les clients, du maintien et des recommandations de modifications de la politique et des procédures en matière de crédit, du contrôle du portefeuille de crédit et de l'examen du portefeuille non-performant et des provisions.

Évaluation et atténuation du risque de crédit

Exposition en cas de défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut (EAD) correspond à la valeur comptable brute des instruments financiers soumis au calcul de la dépréciation, en tenant compte à la fois de la capacité du client à augmenter son exposition tout en approchant du défaut et des remboursements anticipés potentiels. L'EAD des facilités non financées est calculée en multipliant l'exposition en cours par un facteur de conversion du crédit (*credit conversion factor* ou CCF) compris entre 20 % et 100 %.

Pour calculer l'EAD d'un prêt à l'étape 1, la Banque évalue les événements de défaut possibles dans les 12 mois pour le calcul de la PCA à 12 mois. Toutefois, si un prêt en étape 1 qui est censé faire défaut dans les 12 mois suivant la date de l'état de la situation financière et auquel il est également prévu de remédier puis qu'il soit de nouveau en défaut, tous les événements de défaut liés sont pris en compte. Pour les étapes 2 et 3, l'exposition en défaut est prise en compte pour les événements sur la durée de vie des instruments.

Les facteurs déclencheurs des reclassements en l'étape 2 et ASCR sont divers : nombre d'échelons de changement de la notation interne du risque, comptes ARCM (comptes nécessitant un suivi rapproché), les restructurations/tolérances, les antécédents d'incidents de paiement, etc.

La Banque détermine les EAD en modélisant la gamme des réalisations possibles d'exposition à différents moments, correspondant aux différents scénarios. Les PD IFRS 9 sont ensuite affectées à chaque scénario économique sur la base des résultats des modèles de la Banque.

Perte en cas de défaut (LGD)

L'évaluation du risque de crédit repose sur un cadre normalisé d'évaluation de la LGD qui aboutit à un certain taux de LGD. La Banque utilise des modèles pour calculer les valeurs de LGD en tenant compte du type de sûreté, de la valeur de la sûreté, des scénarios économiques, du secteur de l'emprunteur, etc. Ces taux de LGD tiennent compte de l'EAD attendue par rapport au montant attendu à recouvrer ou à réaliser à partir de toute garantie détenue.

De nouvelles données récentes et des scénarios économiques prospectifs sont utilisés pour déterminer le taux de LGD IFRS 9 de chaque groupe d'instruments financiers. Lors de l'évaluation des informations prospectives, les valeurs attendues reposent sur plusieurs scénarios. Des exemples de données clés comprennent des changements dans la valeur des garanties, y compris les prix immobiliers pour les prêts hypothécaires, les prix des matières premières, le statut de paiement ou d'autres facteurs qui indiquent des pertes dans le groupe. La Banque estime les LGD réglementaires et IFRS 9 sur une base différente. Selon IFRS 9, les taux de LGD sont estimés pour chaque classe d'actifs. Les données pour ces taux de LGD sont estimées et, dans la mesure du possible, calibrées par des contrôles a posteriori par rapport aux recouvrements récents. Celles-ci sont répétées pour chaque scénario économique le cas échéant.

Définition du défaut et remédiation

La Banque considère qu'un instrument financier a fait défaut et qu'il est donc classé en étape 3 (crédit déprécié) pour les calculs de l'ECL dans tous les cas où l'emprunteur est en retard depuis 90 jours sur ses paiements contractuels. La Banque considère que les soldes de trésorerie et les soldes interbancaires sont en défaut et prend des mesures immédiates lorsque les paiements intra journaliers requis ne sont pas réglés à la fermeture des bureaux, comme indiqué dans les accords individuels.

Dans le cadre de l'évaluation qualitative de la défaillance d'un client, la Banque tient également compte de divers cas susceptibles d'indiquer qu'il est peu probable qu'il paie. Lorsque de tels événements se produisent, la Banque examine attentivement si l'événement doit donner lieu au traitement du client comme étant en défaut et, par conséquent, évalué comme relevant de l'étape 3 pour les calculs de PCA ou si l'étape 2 est appropriée. Ces événements comprennent :

- la notation interne de l'emprunteur indiquant un défaut ou un quasi-défaut
- L'emprunteur demande un financement d'urgence de la Banque
- L'emprunteur a des engagements échus vis-à-vis de créanciers publics ou de salariés
- L'emprunteur est décédé
- Une baisse significative de la valeur de la sûreté sous-jacente lorsque le recouvrement du prêt est attendu de sa vente
- Une évolution défavorable significative de la performance ou de la structure financière de l'emprunteur
- Une violation d'engagement non tolérée par la Banque
- Le dépôt de bilan/protection du débiteur (ou de toute entité juridique du groupe du débiteur)
- La dette ou les capitaux propres cotés du débiteur sont suspendus sur le principal marché en raison de rumeurs ou de faits concernant des difficultés financières

La politique de la Banque consiste à considérer un instrument financier comme « remédié » et, par conséquent, à le sortir de l'étape 3 lorsqu'aucun des critères de défaut n'est présent depuis au moins 12 mois consécutifs. L'actif est alors transféré à l'étape 2 et, après une période de remédiation supplémentaire de 6 mois, transféré à l'étape 1.

La Banque a recours à des notations internes du risque de crédit qui reflètent son évaluation de la probabilité de défaut des contreparties individuelles. La Banque utilise des modèles de notation interne adaptés aux différentes catégories de contreparties. Les informations spécifiques aux emprunteurs et aux prêts recueillies lors de la demande (telles que le revenu disponible et le niveau de garantie pour les expositions à la clientèle de détail et le chiffre d'affaires et le type de secteur pour les expositions à la clientèle de gros) alimentent ce modèle de notation. Ces informations sont complétées par des données externes telles que la notation externe du crédit des emprunteurs individuels. Par ailleurs, les modèles permettent d'introduire le jugement d'expert de l'analyste du risque de crédit dans la notation interne finale de chaque exposition. Cela permet de prendre en compte des considérations qui peuvent ne pas être saisies dans le cadre des autres données quantitatives entrées dans le modèle.

Les échelons de crédit sont calibrés de manière à ce que le risque de défaut augmente de manière exponentielle pour chaque échelon de risque supérieur. Par exemple, cela signifie que la différence de PD entre un échelon de notation 01 et 02+ est inférieure à la différence de PD entre un échelon de notation 05- et 06+.

Les éléments suivants constituent des considérations supplémentaires pour chaque type de portefeuille détenu par la Banque :

Portefeuille de gros

Le portefeuille de la banque de gros comprend les prêts aux grandes sociétés et aux petites et moyennes entreprises (PME). En ce qui concerne les prêts aux grandes sociétés et aux banques d'affaires, les emprunteurs sont évalués par l'unité de crédit de la Banque. L'évaluation du risque de crédit repose sur un modèle de notation du crédit qui prend en compte différentes informations historiques, actuelles et prospectives telles que :

- Les informations financières historiques ainsi que les prévisions et budgets établis par le client. Ces informations financières comprennent les résultats réalisés et attendus, les ratios de solvabilité, les ratios de liquidité et tout autre ratio pertinent pour mesurer la performance financière du client. Certains de ces indicateurs peuvent être pris en compte dans des covenants avec les clients et sont donc mesurés avec plus d'attention.
- Toute information publique sur les clients provenant de tiers. Cela comprend les notations externes émises par les agences de notation, les rapports d'analystes indépendants, les prix des obligations cotées en bourse ou des CDS ou encore les communiqués de presse et les articles.
- Toute information macroéconomique ou géopolitique, par ex., impact territorial, évolution du PIB et tendances sectorielles/sectorielles spécifiques
- Toute autre information objectivement justifiée sur la qualité et les aptitudes de la direction du client pertinentes pour la performance de l'entreprise.

La complexité et la granularité des techniques de notation varient en fonction de l'exposition de la Banque et de la complexité et taille du client. Certains des prêts aux petites entreprises les moins complexes sont notés dans les modèles de la Banque pour les produits de détail.

Portefeuille de trésorerie

Pour les titres de placement de créance du portefeuille hors négociation, des notations de crédit des agences de notation externes sont utilisées. Ces cotations publiées sont surveillées et mises à jour en permanence. Les notations externes sont mappées à l'échelle des notations internes de la Banque et les PD associées à chaque échelon sont utilisées pour le calcul de l'ECL.

La méthode de notation de la Banque comprend 20 niveaux de notation pour les instruments non en défaut (1 à 8) et trois catégories de défaut (9 à 11). L'échelle principale attribuée à chaque catégorie de notation un intervalle défini de probabilités de défaut, stable dans le temps. Les méthodes de notation font l'objet d'une validation et d'un recalibrage annuels afin de refléter les dernières projections au regard de l'ensemble des défauts effectivement constatés.

Les notes de crédit internes de la Banque ainsi que les PD respectives sont les suivantes :

Notations internes	Description de l'échelon de notation interne	Fourchette de PD (%)
1+ à 4-	Supérieur	>=0,00 % à <0,49 %
5+ à 5-	Satisfaisant	>=0,49 % à < 1,52 %
6+ à 6-	Satisfaisant	>=1,52 % à < 5,02 %
7	Marginal	>=5,02 % à < 17,32 %
8	ARCM	>=17,32 %

Les PD obtenus ci-dessus sont ensuite ajustés selon les calculs de PCA IFRS 9 afin d'intégrer les informations prospectives et la classification IFRS 0 des expositions. Ce processus est répété pour chaque scénario économique selon le cas.

Augmentation significative du risque de crédit (ASRC)

La Banque surveille en permanence tous les actifs objets de PCA. Afin de déterminer si un instrument ou un portefeuille d'instruments fait l'objet d'une PCA à 12 mois ou d'une PCL à maturité, la Banque évalue s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La Banque considère qu'une exposition a augmenté de manière significative en termes de risque de crédit selon divers facteurs, notamment le nombre d'échelons de variation dans la notation interne du risque, les comptes ARCM, les restructurations/tolérances, les antécédents d'incidents de paiement, etc.

Un filet de sécurité est appliqué et l'instrument financier considéré comme ayant connu une SICR si l'emprunteur présente un retard de plus de 30 à 60 jours sur ses paiements contractuels.

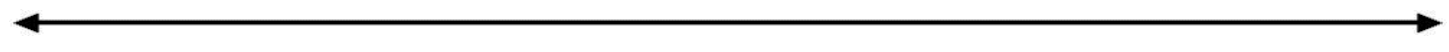
Évaluation des PCA

La norme IFRS 9 prévoit un modèle de dépréciation en trois étapes fondé sur l'évolution de la qualité de crédit après la comptabilisation initiale, comme résumé ci-dessous :

- Un instrument financier qui n'est pas déprécié au moment de sa comptabilisation initiale est classé en « étape 1 » et son risque de crédit fait l'objet d'une surveillance permanente de la part de la Banque.
- En cas d'identification d'une ASRC après la comptabilisation initiale, l'instrument financier passe en « étape 2 » mais n'est pas encore considéré comme déprécié. Veuillez-vous reporter ci-dessus pour une description de la manière dont la Banque détermine si une augmentation significative du risque de crédit s'est produite.
- Si l'instrument financier est déprécié en termes de crédit, l'instrument financier est alors reclassé en « étape 3 ».
- La PCA des instruments financiers classés à l'étape 1 est évaluée comme un montant égal à la partie des pertes de crédit attendues sur la durée de vie, qui résultent des cas de défaut possibles au cours des 12 prochains mois. La PCA des instruments classés aux étapes 2 ou 3 est évaluée sur la base des pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.
- L'évaluation des PCA selon l'IFRS 9 comporte une part d'incertitude dans la mesure où elle doit prendre en compte des informations prospectives.
- Les actifs financiers acquis ou créés dépréciés en termes de crédit sont les actifs financiers qui sont dépréciés dès la comptabilisation initiale. Leur PCA est toujours évaluée sur la durée de vie.

Le diagramme suivant résume les exigences en matière de dépréciation prévues par l'IFRS 9 (autres que les actifs financiers dépréciés acquis ou créés) :

Évolution de la qualité de crédit après la comptabilisation initiale



Étape 1	Étape 2	Étape 3
(Comptabilisation initiale)	Augmentation significative du risque de crédit (après la comptabilisation initiale)	(Actifs dépréciés)
Pertes de crédit attendues à 12 mois	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie	Pertes de crédit attendues sur la durée de vie

Définition du défaut et des actifs dépréciés

La Banque définit un instrument financier comme étant en défaut, définition pleinement alignée sur celle de déprécié, lorsqu'il satisfait un ou plusieurs des critères suivants :

Critères quantitatifs

L'emprunteur est en retard de paiement de plus de 90 jours sur ses règlements contractuels.

Critères qualitatifs

L'emprunteur satisfait des critères de paiement peu probables, qui indiquent qu'il est en grande difficulté financière.

Il s'agit de cas où :

- L'emprunteur est en moratoire
- L'emprunteur est décédé
- L'emprunteur est insolvable
- L'emprunteur viole un ou plusieurs engagements financiers
- Un marché actif pour cet actif financier a disparu en raison de difficultés financières
- Des concessions ont été faites par le prêteur concernant les difficultés financières de l'emprunteur
- Il devient probable que l'emprunteur fasse faillite
- Les actifs financiers sont acquis ou émis avec une décote importante qui reflète les pertes de crédit encourues.

Les critères ci-dessus ont été appliqués à tous les instruments financiers détenus par la Banque et sont conformes à la définition du défaut utilisée aux fins de la gestion interne du risque de crédit. La définition du défaut a été appliquée de manière cohérente pour modéliser la PD, l'EAD et la LGD dans l'ensemble des calculs des pertes attendues de la Banque.

Mesure des PCA – Explication des données, des hypothèses et des techniques d'estimation

La PCA est mesurée soit sur 12 mois (12m) soit sur la durée de vie selon qu'une augmentation significative du risque de crédit s'est produite depuis la comptabilisation initiale ou qu'un actif est considéré comme déprécié. Les pertes de crédit attendues sont le produit actualisé de la PD, de l'EAD et de la LGD, définis comme suit :

La PD représente la probabilité qu'un emprunteur fasse défaut sur son obligation financière (conformément à la « définition du défaut » ci-dessus), soit au cours des 12 mois suivants (PD sur 12m), soit sur la durée de vie restante (PD sur la durée de vie) de l'obligation.

L'EAD est basée sur les montants dont la Banque s'attend à ce qu'ils lui soient dus au moment du défaut, au cours des 12 prochains mois (EAD sur 12m) ou sur la durée de vie restante (EAD sur la durée de vie). Par exemple, dans le cas d'un engagement de renouvellement, la Banque inclut le solde tiré courant plus tout autre montant dont il est prévu qu'il soit tiré à hauteur de la limite contractuelle actuelle au moment du défaut, s'il se produit.

La LGD représente la valeur anticipée par la Banque de l'ampleur de la perte sur une exposition en défaut. La LGD varie en fonction du type de contrepartie, du type et de l'ancienneté de la créance et de la disponibilité d'une sûreté ou d'un autre soutien de crédit. La LGD est exprimée en pourcentage de perte par unité d'exposition au moment du défaut (EAD). La LGD est calculée sur une base de 12 mois ou sur la durée de vie, où la LGD à 12 mois correspond au pourcentage de perte attendue en cas de défaut dans les 12 mois suivants et la LGD sur la durée de vie est le pourcentage de perte attendue en cas de défaut sur la durée de vie résiduelle attendue du prêt.

La PCA est déterminée en projetant la PD, la LGD et l'EAD pour chaque mois futur et pour chaque exposition individuelle ou segment collectif. Ces trois composantes sont multipliées et ajustées en fonction de la probabilité de survie (c'est-à-dire que l'exposition n'a pas été remboursée par anticipation ou n'a pas fait défaut au cours d'un mois précédent). Cela calcule effectivement une PCA pour chaque mois à venir, qui est ensuite réactualisée à la date de clôture et additionnée. Le taux d'actualisation utilisé pour le calcul de la PCA est le taux d'intérêt effectif d'origine ou son approximation.

La PD sur la durée de vie est développée en appliquant un profil d'échéance à la PD actuelle à 12 m. Le profil d'échéance examine l'évolution des défauts sur un portefeuille à compter de la comptabilisation initiale et tout au long de la durée de vie des prêts. Le profil d'échéance est basé sur des données historiques observées et est supposé identique pour tous les actifs d'un portefeuille et d'une catégorie de qualité de crédit. Cette analyse est étayée par une analyse historique.

Les EAD à 12 mois et sur la durée de vie sont déterminées en fonction du profil de paiement attendu, qui varie selon le type de produit.

Pour les produits amortissables et les prêts à remboursement in fine, il s'agit des remboursements contractuels dus par l'emprunteur sur une base de 12 mois ou sur la base de la durée de vie.

Pour les produits renouvelables, l'exposition en défaut est prédite en prenant le solde tiré courant et en ajoutant un « facteur de conversion de crédit » qui prend en compte les tirages attendus à hauteur de la limite restante au moment du défaut. Ces hypothèses varient en fonction du type de produit et de la fourchette courante d'utilisation des limites, sur la base de l'analyse des données récentes de défaut de la Banque.

Les LGD à 12 mois et sur la durée de vie sont déterminées en fonction des facteurs qui influent sur les recouvrements postérieurs au défaut. Ceux-ci varient selon le type de produit.

Pour les produits garantis, il s'agit principalement du type de sûreté et de la valeur projetée de la sûreté, des décotes historiques par rapport à la valeur du marché/comptable en raison des ventes forcées, du temps de saisie et des coûts de recouvrement observés. En outre, la Banque a appliqué des planchers de LGD au titre du portefeuille garanti en fonction du type de sûreté.

Pour les produits non garantis, les LGD sont généralement fixées au niveau du produit en raison de la différenciation limitée des recouvrements obtenus entre les différents emprunteurs. Ces LGD sont influencées par les stratégies de recouvrement, y compris les cessions de créances contractées et le prix.

Les hypothèses sous-tendant le calcul des PCA – telles que la manière dont le profil d'échéance des PD et la manière dont les valeurs des sûretés évoluent, etc. – sont surveillées et examinées trimestriellement.

Aucun changement important n'a été apporté aux techniques d'estimation et aux hypothèses importantes formulées au cours de la période sous revue.

Hypothèses de la variable économique

Un aperçu de l'approche d'estimation des PCA est présenté ci-dessus et dans la note 1.4.2. Pour en assurer l'exhaustivité et l'exactitude, la Banque s'appuie sur des données provenant de sources tierces (par exemple, Moody's). Une équipe d'économistes au sein du département du risque de crédit de la Banque vérifie l'exactitude des données entrées dans les modèles de PCA de la Banque, notamment la détermination des pondérations attribuables aux divers scénarios. Le tableau suivant présente l'impact sur la provision de base pour PCA résultant d'une variation de +/- 5 % des variables économiques suivantes : PIB, pétrole, capitaux propres.

Catégorie	5,00 %			-5,00 %		
	GDP	Pétrole	Capitaux propres	GDP	Pétrole	Capitaux propres
% d'évolution de la provision par rapport à la PCA de base (T4-2018)	-8,90 %	-0,44 %	-4,90 %	6,66 %	0,54 %	5,31 %

Les variables macroéconomiques ci-dessus sont sélectionnées sur la base de l'analyse de régression entre les variables macroéconomiques et la PD. Ces variables économiques et leur impact associé sur la PD et la LGD varient selon les pays et les secteurs. Les prévisions de ces variables économiques (pour tous les scénarios) sont fournies par Moody's sur une base trimestrielle et fournissent la meilleure estimation de l'économie pour les années à venir.

Comme pour toute prévision économique, les projections et probabilités de survenance sont soumises à un degré élevé d'incertitude inhérente et, par conséquent, les résultats effectifs peuvent être significativement différents de ceux prévus. La Banque estime que ces prévisions représentent sa meilleure estimation des résultats possibles et a analysé les non linéarités et les asymétries au sein des différents portefeuilles de la Banque pour établir que les scénarios choisis représentent correctement l'éventail des scénarios possibles.

D'autres considérations prospectives, non intégrées par ailleurs dans les scénarios ci-dessus, telles que l'impact de tout changement réglementaire, législatif ou politique, ont également été prises en compte, mais ne sont pas considérées comme ayant un impact significatif et aucun ajustement n'a donc été apporté à la PCA pour ces facteurs. Leur caractère approprié est examiné et surveillé trimestriellement.

Exposition au secteur

Le tableau ci-dessous analyse la répartition industrielle des prêts et avances aux banques, des prêts et avances à la clientèle et des investissements en dettes - JVAERG.

	2018				2017 milliers £
	Étape 1 milliers £	Étape 2 milliers £	Étape 3 milliers £	Total milliers £	
Finance	1 604 995	86 673	100	1 691 768	1 501 423
Banques centrales et États	839 295	22	105	839 421	467 565
Autres	372 328	10 427	515	383 270	268 963
Lié à l'immobilier	228 375	71 329	—	299 704	300 930
Lié aux véhicules à moteur	204 495	—	—	204 495	239 112
Lié aux matières premières	103 026	13 310	—	116 336	62 691
	3 352 513	181 761	720	3 534 994	2 840 685

Exposition par pays

Le tableau ci-dessous analyse la répartition géographique des prêts et avances aux établissements de crédit, des prêts et avances à la clientèle et des investissements en dettes - JVAERG, et est présenté avant toute garantie.

	2018				2017 milliers £
	Étape 1 milliers £	Étape 2 milliers £	Étape 3 milliers £	Total milliers £	
Europe	1 759 584	81 912	303	1 841 799	1 313 362
MENAT	1 127 698	99 846	212	1 227 756	1 118 446
Asie	183 401	—	205	183 605	187 173
Amérique du Nord	131 976	—	—	131 976	115 896
Amérique du Sud	110 679	—	—	110 679	49 799
Autres	39 176	3	—	39 179	56 009
	3 352 513	181 761	720	3 534 994	2 840 685

Exposition maximale au risque de crédit sans tenir compte des sûretés et autres rehaussements de crédit

Le tableau ci-dessous montre l'exposition maximale au risque de crédit pour les composantes du bilan, y compris les instruments dérivés. L'exposition maximale est présentée brute, avant effet de l'atténuation, par exemple par l'utilisation d'accords de sûreté.

	2018 milliers £	2017 milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	70 763	21 379
Prêts et avances aux établissements de crédit	1 855 187	1 441 263
Prêts et avances à la clientèle	1 414 678	1 121 735
Placements financiers disponibles à la vente	—	277 687
Investissements en dettes - JVAERG	265 129	-
Actifs financiers dérivés	1 905	874
	3 607 662	2 862 938
Passifs éventuels	1 723 031	1 269 850
Engagements	333 655	323 994
	2 056 686	1 593 844

	2018 milliers £	2017 milliers £
Garantie par liquidité		
Prêts et avances à la clientèle et aux établissements de crédit	85 161	129 997
Passifs éventuels	930 059	376 146
Garantie de banques et d'agences de crédit		
Prêts et avances à la clientèle et aux établissements de crédit	398 965	327 336
Passifs éventuels	25 669	53 255
Engagements	15 864	37 258
Concentration du risque sur les contreparties individuelles		
Exposition maximale à une banque individuelle avant la garantie (totalement garantie)	440 875	182 626
Exposition maximale aux clients individuels avant la garantie	87 983	110 096
Exposition maximale aux clients individuels après la garantie	87 983	110 096
Placement auprès de banque centrale avant la garantie	790 350	393 494
Placement auprès de banque centrale après garantie	790 350	393 494

Qualité de crédit par classe d'actifs financiers

	Coût amorti 2018 milliers £	Investissements en dettes - JVAERG 2018 milliers £	Total 2018 milliers £
--	-----------------------------------	--	-----------------------------

Prêts et avances aux établissements de crédit			
Qualité « investment »	1 247 374	–	1 247 374
Qualité « sub-investment »	607 813	–	607 813
Total	1 855 187	–	1 855 187
Prêts et avances à la clientèle			
Qualité « investment »	297 827	–	297 827
Qualité « sub-investment »	1 116 851	–	1 116 851
Total	1 414 678	–	1 414 678
Investissements en dettes - JVAERG			
Qualité « investment »	–	265 129	265 129
Total	–	265 129	265 129

	Prêts et créances 2017 milliers £	Investissements financiers disponibles à la vente 2017 milliers £	Total 2017 milliers £
Prêts et avances aux établissements de crédit			
Qualité « investment »	868 553	–	868 553
Qualité « sub-investment »	572 710	–	572 710
Total	1 441 263	–	1 441 263
Prêts et avances à la clientèle			
Qualité « investment »	55 554	–	55 554
Qualité « sub-investment »	1 066 181	–	1 066 181
Total	1 121 735	–	1 121 735
Placements financiers disponibles à la vente			
Qualité « investment »	–	277 687	277 687
Total	–	277 687	277 687

34. Taux d'intérêt effectif moyen

Le taux d'intérêt effectif moyen (rendement effectif) d'un instrument financier monétaire est le taux qui, lorsqu'il est utilisé dans le calcul de la valeur actualisée, conduit à la valeur comptable de l'instrument. Ce taux est le taux historique d'un instrument à taux fixe comptabilisé au coût amorti et le taux de marché actuel d'un instrument à taux variable ou d'un instrument comptabilisé à la juste valeur.

Les taux d'intérêt effectifs moyens d'ABCIB pour divers produits libellés en livre sterling, en dollar américain et en euro (principales devises de négociation) sont les suivants :

	2018			2017		
	GBP	USD	EUR	GBP	USD	EUR
Prêts et avances aux établissements de crédit & prêts et avances à la clientèle	3,59 %	4,05 %	0,50 %	4,55 %	2,83 %	0,67 %
Investissements en dettes - JVAERG	0,00 %	2,62 %	0,32 %	0,00 %	0,90 %	0,05 %
Dépôts des banques	0,94 %	2,53 %	-0,29 %	0,54 %	1,56 %	0,03 %
Dépôts de la clientèle	0,79 %	2,51 %	0,14 %	0,66 %	1,46 %	0,18 %
Emprunts à terme	2,81 %	3,99 %	1,10 %	2,33 %	2,73 %	1,10 %

Risque de change

ABCIB utilise des instruments dérivés pour couvrir le risque de pertes de trésorerie résultant d'asymétries dans les devises de ses actifs et passifs. Les positions ouvertes sont relativement petites et sont réévaluées régulièrement. Les opérations sur les marchés de change au comptant et à terme sont principalement conduites par les clients.

35. Produit net des activités de marché

	2018 milliers £	2017 milliers £
Les profits des opérations s'analysent comme suit :		
Gains ou pertes de change résultant des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	-5	34
Produits de taux	16	20
Total des actifs	11	54

36. Actifs, passifs et capitaux propres en devises

	2018 milliers £	2017 milliers £
Libellés en livres sterling	534 608	469 558
Libellés en USD	1 903 060	1 621 708
Libellés en autres devises	1 258 470	855 432
Total des actifs	3 696 138	2 946 698
Libellés en livres sterling	526 954	469 185
Libellés en USD	1 591 589	1 622 371

Libellés en autres devises	1 577 595	855 142
Total des dettes et des capitaux propres	3 696 138	2 946 698

Le bilan d'ABCIB est exclusivement constitué d'éléments monétaires, à l'exception des actifs immobilisés totalisant 39,6 millions £ qui ont été inclus dans des actifs libellés en livres sterling et en actions.

Le résumé ci-dessus ne doit pas être considéré comme une indication de l'exposition d'ABCIB au risque de change en raison de l'existence de contrats à terme de compensation détenus à des fins de couverture, comme indiqué à la note 30.

37. Société mère ultime et sociétés mères

Les administrateurs considèrent que la société mère ultime est la Banque centrale de Libye. Arab Banking Corporation (B.S.C) constituée dans le Royaume de Bahreïn est la société mère immédiate pour laquelle des états financiers consolidés, y compris ABCIB, sont établis. Arab Banking Corporation (B.S.C) est détenue conjointement par la Banque centrale de Libye (59,37 %) et le Kuwait Investment Authority (29,69 %).

38. Opérations avec des parties liées

Les parties liées sont la société mère ultime, la société mère immédiate, les principaux actionnaires et les entités contrôlées, les filiales, les entreprises associées, les administrateurs, les cadres supérieurs et les sociétés contrôlées conjointement ou fortement par ces parties dans le cours normal des affaires, dans des conditions de concurrence normale.

Les produits, les charges et les soldes de fin d'exercice relatifs aux parties liées incluses dans les états financiers sont les suivants :

	2018						
	Entreprise mère ultime milliers £	Entreprise mère immédiate milliers £	Filiales directes et coentreprises milliers £	Entreprises associées et filiales milliers £	Administrateurs & cadres supérieurs milliers £	Autres connexes milliers £	Total milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	–	–	–	–	–	–
Prêts et avances aux établissements de crédit	–	228	–	–	–	1 149	1 377
Prêts et avances à la clientèle	–	–	–	–	–	62 159	62 159
Dépôts des banques	1 270 155	333 412	1 382	48 189	–	479 332	2 132 468
Dépôts de la clientèle	–	–	2	–	–	81 307	81 309
Emprunts à terme	137 051	35 000	–	–	–	–	172 051
Passifs subordonnés	–	50 000	–	–	–	–	50 000
Hors bilan	–	–	–	–	–	–	–
Swaps de taux	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs	–	-269	–	–	–	–	-269
Autres passifs	–	269	–	–	–	1	271
Produit d'intérêts	–	53	4 449	49	–	1 806	6 357
Charges d'intérêts	28 473	2 744	4 362	52	–	5 138	40 768
Produits des honoraires et commissions	4 457	200	24	200	–	19 756	24 637
Charges des honoraires et commissions	1 287	9	–	32	–	4 900	6 228
Produit net des activités de marché	–	-21	-1	–	–	1	-20
Autres produits d'exploitation	–	1	6	–	–	181	187

L'encours total au 31 décembre 2018 des opérations, arrangements et accords conclus par ABCIB pour les administrateurs et pour les dirigeants, au sens de l'Annexe 9 à la loi de 2006 sur les sociétés, d'ABCIB était nul (2017 - nul).

	2017						
	Entreprise mère ultime milliers £	Entreprise mère immédiate milliers £	Filiales directes et coentreprises milliers £	Entreprises associées et filiales milliers £	Administrateurs & cadres supérieurs milliers £	Autres connexes milliers £	Total milliers £
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	284	–	–	–	–	284
Prêts et avances aux établissements de crédit	–	5	–	9 278	–	50 331	59 615
Prêts et avances à la clientèle	–	–	–	–	–	54 043	54 043
Dépôts des banques	1 168 421	32 720	1 436	11 397	–	325 571	1 539 546
Dépôts de la clientèle	–	–	5	–	316	121 132	121 454
Emprunts à terme	129 467	35 000	–	–	–	–	164 467
Passifs subordonnés	–	50 000	–	–	–	–	50 000
Hors bilan	125 096	5 494	–	11 808	–	317 674	460 072
Swaps de taux d'intérêt	–	19 333	–	–	–	–	19 333
Autres actifs	–	–	–	–	6	–	6
Autres passifs	–	–	–	–	–	123	123
Produits d'intérêts	–	1 292	1 344	144	–	1 132	3 912
Charges d'intérêts	18 256	2 157	1 347	–	–	5 771	27 532
Produits des honoraires et commissions	3 076	127	54	327	–	12 024	15 608
Charges des honoraires et commissions	1 431	23	1	93	–	1 976	3 523
Produit net des activités de marché	–	-131	–	–	–	–	-131

Autres produits d'exploitation	-	-	1 132	-	-	-	1 132
--------------------------------	---	---	-------	---	---	---	-------

39. Retraites

ABCIB participe à un régime de retraite à prestations définies connu sous le nom de ABC International Bank plc UK Retirement Benefits & Life Assurance Scheme (« le Régime »). Le Régime accorde des prestations fondées sur le salaire final éligible et l'ancienneté lors de la retraite, du départ ou du décès. Les actifs du Régime sont détenus séparément de ceux d'ABCIB et sont administrés par les administrateurs du Régime qui comprennent des employés d'ABCIB. Le Régime est désormais fermé aux nouveaux entrants et ne compte aucun membre actif. Le Régime a été fermé à l'acquisition future de droits à prestations le 30 septembre 2010. Tous les membres actifs à cette date sont devenus des membres différés. Il est proposé à tous les employés actuels d'adhérer à un régime distinct à cotisations définies. ABCIB prévoit de contribuer au Régime à hauteur de 2 200 000 £ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Le régime est soumis à l'objectif légal de financement prévu par la loi de 2004 sur les retraites (*Pension Act 2004*). Une évaluation du régime est effectuée au moins une fois tous les trois ans pour déterminer si l'objectif légal de financement est atteint. Dans le cadre de ce processus, ABCIB doit convenir avec les administrateurs du Régime des cotisations à payer pour combler tout déficit par rapport à l'objectif légal de financement. L'objectif légal de financement n'a actuellement aucun impact sur la comptabilisation du Régime dans ces états financiers.

La dernière évaluation triennale formelle a été effectuée au 30 septembre 2017, en utilisant la méthode d'évaluation actuarielle des unités de crédit projetées. La valeur de marché des actifs au 30 septembre 2017 était suffisante pour couvrir 62 % de la valeur actualisée des prestations acquises à cette date, ce qui représente un déficit brut du Régime de 21 113 000 £.

L'évaluation triennale du 30 septembre 2017 a été mise à jour par un actuaire indépendant afin de tenir compte des exigences de l'IAS19 (en utilisant la méthode des unités projetées) afin d'évaluer les engagements du régime au 31 décembre 2018. Il convient de noter que les valeurs des passifs selon l'IAS19 ne sont pas directement comparables aux valorisations utilisées pour évaluer le Régime par rapport à l'objectif légal de financement, étant donné que les hypothèses à cet effet sont « prudentes » (c'est-à-dire qu'elles fournissent des marges suffisantes pour tenir compte d'une déviation défavorable conforme à l'appétit pour le risque des administrateurs et à la solidité perçue de l'engagement d'employeur) et reflètent la stratégie d'investissement réelle du Régime plutôt que de supposer que le Régime investit dans des obligations d'entreprises AA comme le présuppose les informations à fournir selon l'IAS19. Au 31 décembre 2018, le passif net au titre des retraites selon l'IAS19 s'élevait à 11 550 000 £.

Les actifs du régime sont présentés à leur valeur de marché aux dates de clôture correspondantes.

Les principales hypothèses utilisées par l'actuaire pour évaluer la valeur des passifs étaient les suivantes :

- L'inflation mesurée par l'IPD (indice des prix de détail) est conforme à la courbe implicite des taux d'inflation publiée par la Banque d'Angleterre aux dates de bilan concernées. L'inflation mesurée par l'IPC (indice des prix à la consommation) est supposée être inférieure de 1,0 % par an à l'hypothèse de l'IPD équivalent à chaque terme. Le taux unique équivalent d'inflation mesuré par l'IPD est de 3,45 % par an (2017 : 3,4 % par an).
- Certaines pensions en paiement augmenteront d'un taux fixe de 5 % par an et le reste des pensions augmentera en fonction de l'inflation mesurée par l'IPD à chaque échéance, sous réserve d'un maximum de 5 % et d'un minimum de 0 % par an. Le taux unique équivalent de l'hypothèse de hausse liée à l'inflation est de 3,3 % par an (2017 : 3,3 % par an).
- Les pensions différées, supérieures aux pensions minimales garanties (GMP), augmenteront en fonction de l'inflation mesurée par l'IPC. Le taux unique équivalent d'augmentation pour la réévaluation différée est de 2,45 % par an (2017 : 2,4 %/an).
- Les taux d'actualisation sont conformes à la courbe de rendement nominal au comptant AA de Merrill Lynch aux dates de clôture. Cette courbe étant basée sur des obligations d'entreprises ayant des durées inférieures à 20 ans, nous avons utilisé la courbe du gilt spot de la Banque d'Angleterre plus une marge appropriée pour refléter le spread des obligations d'entreprises par rapport aux gilts de durées supérieures ou égales à 20 ans. Le taux unique équivalent d'actualisation est de 2,8 % par an (2017 : 2,4 %/an).
- Le taux de mortalité utilisé est de 95 % des tables S2NA avec prise en compte des améliorations futures selon le modèle de projection CMI 2017 avec un taux d'amélioration à long terme de 1,25 % par an.

La juste valeur des actifs et le taux de rendement attendu des actifs étaient les suivants :

	2018		2017	
	Juste valeur M£	Taux de rendement à long terme attendu %	Juste valeur M£	Taux de rendement à long terme attendu %
Obligation d'état	-		16,5	
Placement en fonction du Passif	13,4		-	
Trésorerie/Liquidité	0,1		0,1	
Titres	8,6		8,5	
Fonds d'investissement	9,1		9,8	
Valeur totale de l'actif	31,2	2,80	34,9	2,40

Variation du déficit du régime

	2018 milliers £	2017 milliers £	2016 milliers £	2015 milliers £
Déficit du régime après impôt au 1 ^{er} janvier	-15 202	-18 086	-8 581	-9 732
Cotisation versée	1 600	1 600	1 320	1 155
Autre charge financière	-345	-449	-296	-330
Coût des services passés et coût des réductions	-130	-	-	-
(Pertes)/profits actuariels	2 527	1 733	-10 529	326
Passif net au titre des retraites au 31 décembre	-11 550	-15 202	-18 086	-8 581

Variations de la juste valeur des actifs du régime de retraite

	2018 milliers £	2017 milliers £
Juste valeur des actifs au 1 ^{er} janvier	34 905	35 085

Intérêts sur actifs	802	890
Cotisations de l'entreprise	1 600	1 600
Prestations versées	-4 641	-3 326
Rendement des actifs moins intérêts	-1 422	656
Juste valeur des actifs au 31 décembre	31 244	34 905

Évolution de l'obligation au titre des prestations définies

	2018 milliers £	2017 milliers £
Obligation au titre des prestations définies au 1 ^{er} janvier	50 107	53 171
Coût des services passés	130	-
Charges d'intérêts	1 147	1 339
Prestations versées	-4 641	-3 326
(Profit)/perte d'expérience sur l'obligation au titre de prestations définies	-856	-1 375
Changements d'hypothèses démographiques	-299	-2 221
Changements d'hypothèses financières	-2 794	2 519
Obligation au titre des prestations définies au 31 décembre	42 794	50 107

Les sensibilités aux principales hypothèses utilisées pour évaluer le passif du régime sont présentées ci-dessous :

Hypothèse	Changement d'hypothèse	Impact sur le passif du régime milliers £
Taux d'actualisation	Plus 0,50 %	-3 881
	Moins 0,50 %	4 466
Inflation	Plus 0,50 %	1 716
	Moins 0,50 %	-1 601
Ancienneté	Plus 1,0 an	-1 558
	Moins 1,0 an	1 578

Montant (débité) / crédité autres charges financières

	2018 milliers £	2017 milliers £
Rendement attendu des actifs du régime de retraite	-802	-890
Intérêts sur le passif du régime de retraite	1 147	1 339
	345	449

Versements futurs attendus au régime à prestations définies

Les paiements suivants sont les cotisations prévues au régime à prestations définies pour les années à venir :

	2018 milliers £	2017 milliers £
Au cours des 12 prochains mois (prochaine date de clôture annuelle)	2 200	1 600
Entre 2 et 5 ans	9 503	6 400
Entre 5 et 10 ans	7 929	3 200
Total des paiements attendus	19 632	11 200

La durée estimée des passifs du régime au 31 décembre 2018 sur la base des informations comptables est d'environ 21 ans. (2017 : 21,5 ans)

Montant comptabilisé dans l'État du résultat global

	2018 milliers £	2017 milliers £	2016 milliers £	2015 milliers £	2014 milliers £
Rendement effectif moins attendu des actifs	-1 422	656	1 523	-1 349	2 229
Expérience (perte)/gain sur passifs	856	1 375	1 098	1 786	935
(Perte) / profit lié à la modification des hypothèses démographiques	299	2 221	-222	-186	-400
(Perte) / profit résultant de changements dans les hypothèses sous-tendant la valeur actualisée des passifs	2 794	-2 519	-12 928	75	-7 114
Profit / (perte) actuariel(le) comptabilisé(e) dans l'état du résultat global	2 527	1 733	-10 529	326	-4 350

% de la valeur de l'actif du Régime à la date de clôture de l'exercice représentée par :	2018 %	2017 %	2016 %	2015 %	2014 %
Rendement effectif moins attendu des actifs	-4,6	1,9	4,3	-4,2	-4,1

% de la valeur du passif du Régime à la date de clôture de l'exercice représentée par :	2018 %	2017 %	2016 %	2015 %	2014 %
Profit / (perte) d'expérience sur les passifs	2,0	2,7	2,1	4,4	4,2
Changements dans les hypothèses sous-tendant la valeur actualisée des passifs	6,5	-5,0	-24,3	0,2	0,2

Profit / (perte) actuariel(le) comptabilisé(e) dans l'état du résultat global	5,9	3,5	-19,8	0,8	0,8
---	-----	-----	-------	-----	-----

40. Événements postérieurs à la clôture**Dividende proposé**

Un dividende final relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018 de 5,77 M€ a été proposé le 5 mars 2019.

Filiale de Paris

Le 7 janvier 2019, un capital supplémentaire de 4 963 millions d'euros a été injecté dans Arab Holding SA, la filiale européenne d'ABCIB, constituée en décembre 2019 pour poursuivre les opérations dans un environnement post-Brexit.

ABC International Bank plc – Rapport annuel 2018